

ETUDE

« Prospective territoriale sur les dynamiques démographiques et le développement rural en Afrique subsaharienne et à Madagascar »

ATELIER DE PROSPECTIVE PARTICIPATIVE

« Les avensirs de Ségou en 2035 »

Bamako, du 8 au 12 juin 2015



Février 2016

Auteurs :

Robin BOURGEOIS, Jean-Michel SOURISSEAU, Mamy SOUMARE, Baba COULIBALY, Jean-François BELIERES, Nathalie BOUGNOUX.

AVANT-PROPOS

Ce rapport est un des produits¹ de l'étude « Prospective territoriale sur les dynamiques démographiques et le développement rural en Afrique subsaharienne et à Madagascar » menée dans deux régions d'Afrique : la région de Ségou au Mali et la région de Vakinankaratra à Madagascar.

Il s'agit du compte rendu de l'atelier de prospective participative « Les avenir de Ségou en 2035 » qui s'est tenu à Bamako du 8 au 12 juin 2015. Cet atelier réalisé par des « Experts de Ségou », s'insère dans une démarche plus large qui intègre un diagnostic rétrospectif et des projections démographiques et leurs impacts.

Ce document est la version finale d'un rapport daté de Novembre 2015, qui a été édité en une centaine d'exemplaires et diffusé lors des ateliers de restitution qui ont eu lieu à Ségou et Bamako, les 16 et 17 février 2016.

Dans un souci de valorisation des travaux menés, les membres de l'équipe d'animation de l'atelier au Mali et de rédaction du compte-rendu ont été mentionnés comme auteurs. Cependant, dans sa partie résultat, ce document ne fait que rendre compte des travaux menés par les experts de Ségou, dont la liste est présentée en annexe. L'équipe en charge de la réalisation de l'étude leur adresse ses plus sincères remerciements pour leur disponibilité et surtout leurs contributions marquées par une réelle compétence et une grande expérience qu'ils ont mises au service de ce travail collectif. L'équipe exprime également ses remerciements à la Région et au Gouvernorat pour leur soutien et leurs contributions ; ainsi qu'à l'agence AFD de Bamako. Enfin, un grand merci à Jacques Mercoiret qui a illustré quelques uns des scénarios (dessins en annexe 6).

Les analyses et conclusions de ce rapport sont formulées sous la responsabilité des auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence Française de Développement ou de ses institutions partenaires

¹ Les autres produits sont un rapport de diagnostic territorial de la région de Ségou, deux rapports similaires pour la région de Vakinankaratra et un rapport de synthèse. Tous ces documents sont publics et accessibles en ligne.

SOMMAIRE

1. Contexte et objectifs	4
2. Organisation de l'atelier	5
2.1 Méthodologie.....	5
2.2 Préparation de l'atelier	6
2.3 Mise en oeuvre de l'atelier	6
3. Principaux résultats.....	7
3.1 Dynamique de l'atelier	7
3.2 Contenu des différentes sessions	8
3.3 Discussion des résultats, mise en perspective	12
4. Poursuite de l'étude et suites envisagées à l'atelier	16

ANNEXES

Annexe 1. Programme de l'atelier	17
Annexe 2. Liste des participants	18
Annexe 3. Résultats de l'analyse structurelle.....	20
Annexe 4. Les états futurs des forces motrices	22
Annexe 5. Les incompatibilités identifiées	27
Annexe 6. Les scénarios identifiés	28

1. Contexte et objectifs

L'Afrique Subsaharienne connaît depuis plus de 50 ans une forte croissance de la population qui correspond à la première étape du processus de transition démographique. Le nombre d'habitants a été multiplié par 3,8 entre 1960 et 2010 (de 220 à 830 millions), ce qui s'est traduit par une densification des territoires, de forts processus migratoires et une urbanisation rapide. Cette croissance démographique devrait se poursuivre et les projections des Nations Unies prévoient près de 2 milliards d'habitants en 2050, ce qui constitue un défi majeur pour le développement durable de cette région du monde.

L'Agence Française de développement (AFD) est un établissement public du dispositif français de coopération. Elle finance et accompagne des projets et programmes de développement durable et de renforcement des capacités dans les pays du Sud. Dans son cadre d'intervention pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, l'AFD met en avant la nécessité de sortir des strictes approches sectorielles agricoles et promeut une approche de développement intégrée articulée sur le renforcement des dynamiques territoriales en relation avec les évolutions démographiques.

C'est dans ce cadre de prise en compte des interactions entre enjeux démographiques et planification territoriale que l'AFD a engagé une étude de prospective territoriale menée avec une démarche de recherche-action intitulée « Prospective territoriale sur les dynamiques démographiques et le développement rural en Afrique subsaharienne et à Madagascar ». Cette étude entend contribuer aux réflexions en cours sur l'élaboration de politiques de développement territorial à des échelles infranationales, sur des territoires d'action a priori ciblés par les politiques de décentralisation. L'étude se veut exploratoire ; elle a pour but, dans les Régions de Ségou (Mali), et du Vakinankaratra (Madagascar), de produire des méthodes de diagnostic et de prospective de ces territoires, qui alimentent la réflexion sur les grandes orientations de développement qui seraient souhaitables. Elle combine ainsi : (i) une analyse « classique » des ressources territoriales et des trajectoires de développement des deux Régions, incluant notamment un focus sur les enjeux démographiques, et une projection dans l'avenir, sous la forme de prévisions de population à 20 ans et de ses implications sur l'emploi ; et (ii) la construction participative de visions du futur par des personnes ressources actrices du développement régional.

L'atelier de prospective sur les avènements de Ségou, objet de ce rapport, s'est tenu à Bamako du 8 au 12 juin 2015. C'est une étape importante de la méthodologie mise en œuvre. Il intervient après qu'aient été engagés des travaux pour dresser, à partir de la biographie disponible et des données qui ont pu être rassemblées, un diagnostic territorial et démographique, rétrospectif sur une trentaine d'années. Des projections démographiques jusqu'en 2035 complètent ce diagnostic. Enfin, pour préparer cet atelier et prendre en compte la perception que les acteurs locaux ont de leur territoire, des enquêtes ont été réalisées (voir infra). Tous ces travaux ont été utilisés pour identifier les forces de changement à l'œuvre sur le territoire et établir une première liste qui a servi de base de discussion au démarrage de l'atelier.

Cet atelier avait pour but de construire de manière participative une réflexion prospective et des trames de scénarios à l'horizon 2035. Il n'avait pas pour but de prédire l'avenir, mais de mieux comprendre les évolutions possibles du territoire et d'être en meilleure capacité d'influer sur ces trajectoires. Ces scénarios sont bâtis sur des hypothèses d'évolution de forces de changement internes et l'identification de possibles points de rupture dans la trajectoire territoriale, qui sont testés et discutés. L'atelier est une étape importante de cette étude qui s'inscrit dans une dynamique impulsée par des acteurs nationaux et régionaux, soucieux d'adosser la définition des orientations de développement et d'aménagement du territoire, à une démarche prospective et participative.

2. Organisation de l'atelier

2.1 Méthodologie

La méthodologie de co-élaboration des scénarios utilisée est celle de l'Analyse Prospective Participative². Elle vise à la création de scénarios sur l'avenir de la région de Ségou à partir de données et d'informations qualitatives sur son évolution passée et sur la situation présente et à partir de l'exploration, par un groupe d'experts, d'évolutions futures plausibles. Elle consiste en un enchaînement de séquences de travail assurant la rigueur et la cohérence des résultats. Sur la base du diagnostic réalisé en préalable à l'atelier et reposant sur une analyse bibliographique approfondie, sur des enquêtes auprès de 200 ménages de la région et sur des entretiens avec 16 personnes ressources, un certain nombre de forces de changement ont été identifiées. Ces forces correspondent à des dynamiques passées, présentes et futures, perçues comme ayant potentiellement une influence sur l'évolution du territoire. Il s'agit de forces considérées comme **internes**, sur lesquelles les acteurs du territoire peuvent agir directement. Les forces externes que les acteurs du territoire ne peuvent contrôler ou influencer ne font pas l'objet de l'atelier.

Lors de la première journée de l'atelier, une discussion approfondie a permis de finaliser la liste de ces forces de changement et de produire, pour chacune une définition précise et validée par le groupe. Une analyse systématique des influences mutuelles directes entre forces de changement a ensuite été réalisée. Cette étape est appelée analyse structurelle. Elle permet de caractériser la structure du système constitué par ces forces en prenant en compte non seulement leur existence mais aussi l'ensemble des interactions directes entre ces forces. L'analyse structurelle produit une matrice d'influences/dépendances utilisée pour identifier, par multiplication matricielle, les influences mutuelles indirectes entre les forces de changement, complétant ainsi l'analyse systémique. La classification des forces en différents groupes (moteurs, leviers, produits, singulières) permet de caractériser la structure du système et de sélectionner les principales forces dites « motrices », forces ayant une influence majeure dans le système et dont la dépendance envers les autres forces est faible.

Dans un second temps, pour chaque force motrice sélectionnée, on explore un jeu d'hypothèses contrastées et mutuellement exclusives permettant de balayer un champ des évolutions possibles à l'horizon temporel fixé (ici, 2035). Chaque hypothèse correspond à une description d'un état plausible de chaque force motrice. On procède ensuite à une identification des incompatibilités entre ces hypothèses d'évolution afin d'assurer la cohérence des résultats.

L'étape suivante, appelée analyse morphologique, consiste en la construction des synopsis des scénarios. Un synopsis est une combinaison intégrant une hypothèse d'évolution pour chacune des forces motrices, combinaison présentée sous forme narrative décrivant une situation future du système étudié (ici la région de Ségou en 2035). L'identification de ces hypothèses est facilitée par l'introduction d'une notion de désirabilité (hypothèse souhaitable ou non souhaitable) permettant également de qualifier les synopsis. Les synopsis sont ensuite développés sous forme de scénarios complets en intégrant progressivement, pour les autres forces du système, des états du futur assurant la cohérence et la plausibilité de chaque scénario.

² Voir Bourgeois R. et Jésus F. (2004). *Participatory prospective analysis: exploring and anticipating challenges with stakeholders*. CAPSA Monograph 46, Bogor : UNESCAP-CAPSA. Voir aussi Godet M, Durance P. (2008). *Prospective stratégique pour les entreprises et les territoires* » Collection Topos, Dunod.

Les scénarios ainsi produits peuvent alors être utilisés pour éclairer les décisions des acteurs, soit par mise en circulation et débats publics, soit par des processus de réflexion stratégique de type « backcasting ³ » permettant de construire et décrire des chemins d'actions menant du futur vers le présent.

2.2 Préparation de l'atelier

La préparation de l'atelier incluait plusieurs activités. La première était d'identifier les participants sur la base de critères spécifiques (voir rapport intermédiaire), la seconde était de préparer la logistique d'organisation de l'atelier et la troisième de constituer des éléments de contenu pour l'atelier.

✓ Identification des participants

La porte d'entrée dans la région fut le conseil régional et le gouvernorat. A partir de ces deux structures une première liste de personnes ressources a été constituée pour les entretiens. Au fur et à mesure des entretiens, la liste des participants à l'atelier a été élaborée. Au final, 24 participants, ou « experts », ont été identifiés et retenus à titre individuel en fonction de leurs connaissances et de leur vécu de la région de Ségou et de manière à couvrir l'ensemble des « secteurs » concernés par, et pour, le développement de la région.

✓ Logistique

Prévu pour se dérouler à Ségou, l'atelier a été organisé au dernier moment à Bamako dans les locaux de l'IER à Sotuba en raison de la situation sécuritaire prévalant dans les zones limitrophes de Ségou. Toute la logistique de préparation a été coordonnée par l'équipe locale au Mali. Le programme de l'atelier tel qu'il a été mis en œuvre est présenté en Annexe 1.

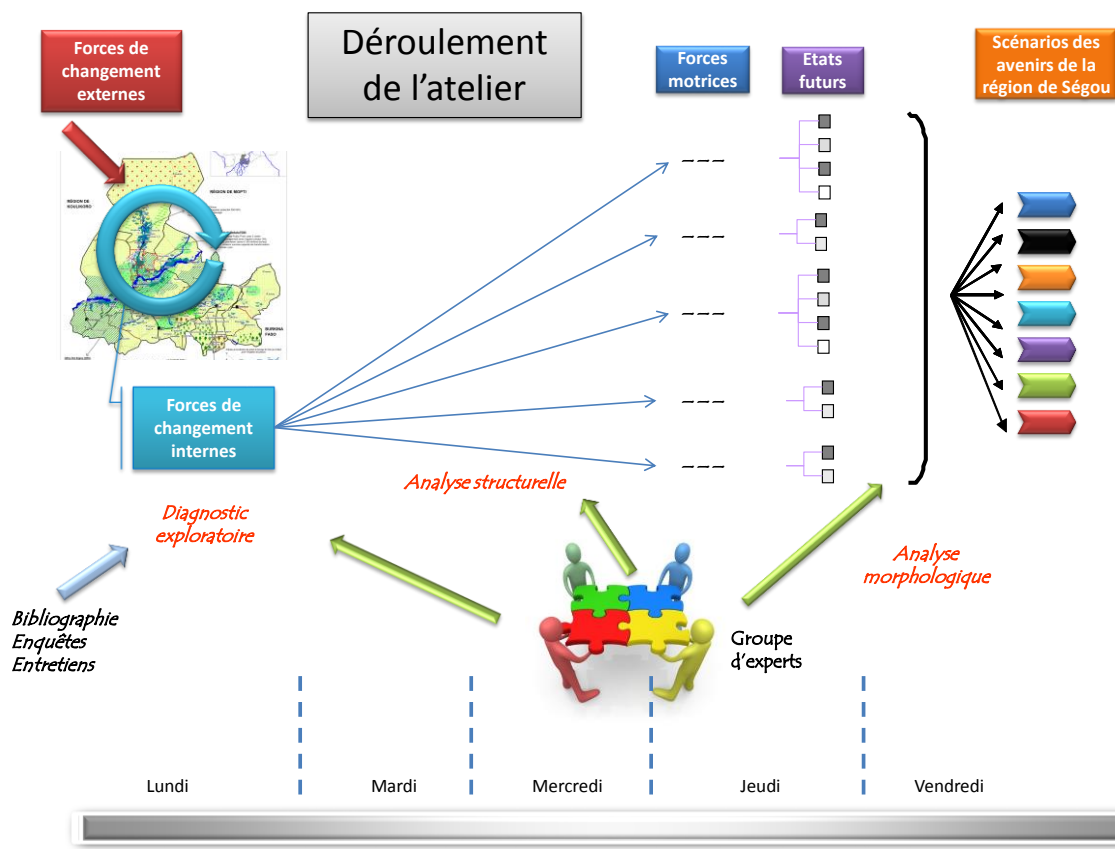
✓ Préparation technique

La revue des documents existants ainsi que l'analyse des enquêtes ménages et des entretiens avec les personnes ressources ont permis d'identifier et de proposer aux participants de l'atelier une pré-liste de facteurs de changement identifiés comme pouvant avoir une influence importante sur l'avenir de la région de Ségou. Cette liste a servi de point de départ pour la discussion du groupe d'experts sur les forces de changement durant la première session de l'atelier. Afin d'éviter que les participants ne soient influencés dans leur réflexion prospective, le rapport diagnostic provisoire ne leur a pas été transmis.

2.3 Mise en oeuvre de l'atelier

L'atelier s'est déroulé sur cinq journées complètes du 8 au 12 juin à l'IER, au centre de régional de recherche agronomique de Sotuba (voir schéma ci-dessous). Le travail collectif repose sur des principes d'inclusion des différentes connaissances et compétences des experts afin de co-élaborer une connaissance du futur par anticipation permettant de mener à bien les différentes étapes du travail (voir 2.1).

³ Que l'on peut traduire par « retour en arrière ».



L'atelier a fonctionné principalement en sessions réunissant l'ensemble des participants à l'exception de quelques sessions (analyse structurelle et états des variables) lors desquelles le groupe a été divisé en deux afin de réaliser le travail dans les temps impartis. La co-élaboration des scénarios s'est faite avec l'ensemble du groupe.

3. Principaux résultats

3.1 Dynamique de l'atelier

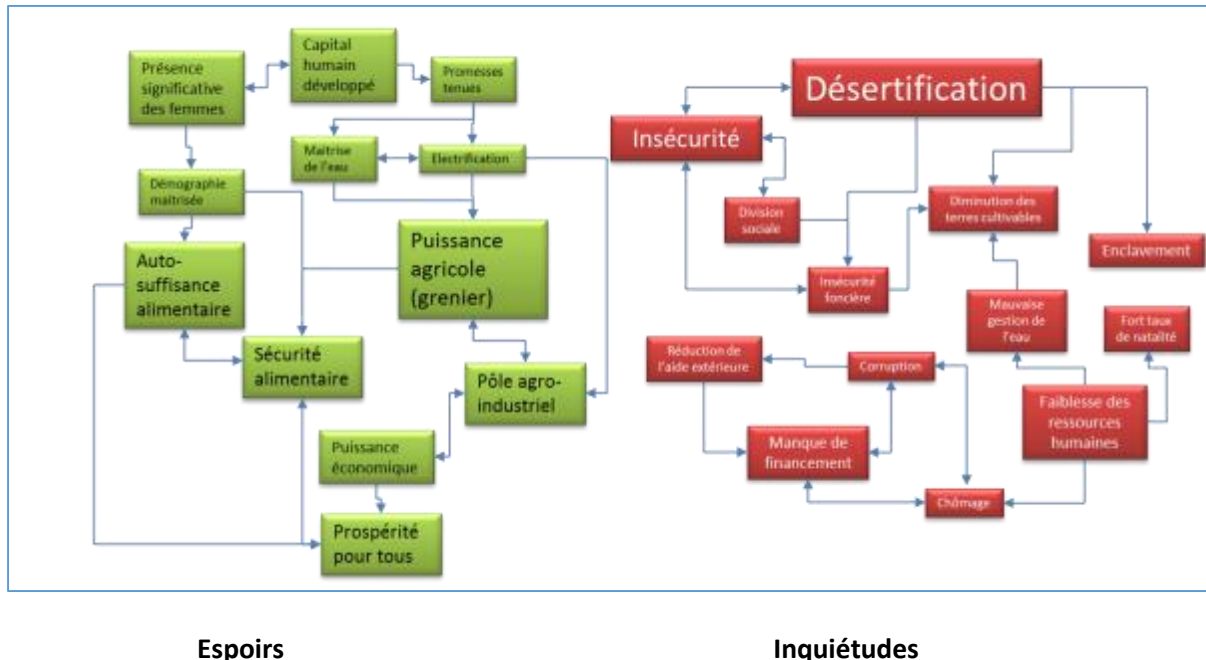
Plus de vingt personnes ont activement contribué à l'atelier en permanence (voir Annexe 2). Ce résultat remarquable (la quasi-totalité des personnes invitées) est dû au travail fourni par l'équipe malienne dans l'organisation et la préparation de l'atelier. Il montre également l'intérêt que portent les acteurs locaux aux réflexions sur leur propre avenir lorsque celles-ci se font de manière inclusive, prenant en compte, respectant et valorisant leurs connaissances. Ce dernier point a été souligné lors de la session de clôture de l'atelier et du retour des participants sur les activités et les résultats notamment du fait qu'ils aient été invités à titre individuel pour leurs connaissances et non à titre officiel pour représenter leur organisation.

La dynamique de l'atelier a été grandement facilitée par l'attitude ouverte, positive et tolérante de l'ensemble des participants qui se sont engagés dans des discussions animées tout en respectant les principes et les règles de fonctionnement convenues.

3.2 Contenu des différentes sessions

✓ Session 1 : Inquiétudes et espoirs

La session sur les inquiétudes et espoirs en introduction de l'atelier révèle un ensemble de préoccupations communes des participants que l'on peut représenter de la façon suivante :



Cette session a mis en évidence des attentes fortes sur la valorisation du potentiel agricole de Ségou du niveau de la région jusqu'au niveau sous-régional voire africain ainsi que sur son potentiel agro-industriel, contribuant tous deux à en faire une « puissance » économique conduisant à la prospérité pour tous sur fond de développement des ressources humaines, émergence des femmes, et bonne gouvernance.

En contraste, des inquiétudes fortes liées à la montée de la désertification en relation avec le changement climatique et à l'insécurité sont exprimées avec un impact sur l'environnement, le foncier et le développement humain, économique et social.

Le changement climatique est une force à intégrer dans les scénarios externes de Ségou de même que l'est la question de l'impact des activités de Ségou sur son propre environnement. Les espoirs et inquiétudes sont repris de façon systématique dans la section Discussion des résultats.

✓ Session 2 : Les forces de changement

La session de travail sur les forces de changement a permis de mettre à jour la liste des variables et d'en définir le sens dans le contexte de Ségou. Une liste de 52 variables ont été identifiées dont quatre ont été considérées comme des forces externes. Au total 48 variables ont été retenues pour la réalisation de l'étape suivante.

Tableau 1 : Liste des variables avec leur définition

	Abréviation	Nom	Définition
Social	1. Securite	Sécurité	Etat de la sécurité des biens et des personnes dans le territoire
	2. Cap_Hum	Capital humain	Capacité locale des individus en tant qu'acteurs du développement durable (y compris entrepreneur)
	3. Sante	Santé	Accès (géographique et économique) aux services de santé pour la population du territoire (quantité et qualité)
	4. Education	Education	Accès (géographique et économique) à des systèmes éducatifs permettant à la population du territoire de développer des connaissances et des compétences (quantité et qualité)
	5. Aut_Fem	Niveau d'autonomie des femmes	Capacité des femmes à jouer un rôle dans le monde économique
	6. Rep_Fem	Représentation des femmes dans les instances de décision	Statut des femmes dans les processus de prise de décision
	7. Aut_Jeun	Niveau d'autonomie des jeunes	Capacité des jeunes à jouer un rôle dans le monde économique
	8. Rep_Jeun	Représentation des jeunes dans les instances de décision	Statut des jeunes dans les processus de prise de décision
	9. Cap_Act	Capacité d'action	Capacité des organisations locales (professionnelles, associatives et société civile) à influencer les décisions publiques et à prendre en charge la transformation du territoire
	10. I_S_F	Indice Synthétique de Fécondité	Le nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer
	11. Taux_Mort	Taux de mortalité	Le rapport entre le nombre annuel de décès et la population totale moyenne sur une année
	12. Esp_Vie	Espérance de vie	Le nombre moyen d'année que vivra un individu
	13. Mob_Int	Mobilité interne	Intensité et sens des flux migratoires internes des habitants de la région de Ségou
	14. Mob_Ext	Mobilité externe	Intensité et sens des flux migratoires de population entre Ségou et le reste du monde
	15. Coh_Soc	Cohésion sociale	Capacité des individus à vivre et agir ensemble à Ségou
	16. Cult_Loc	Culture locale	Capacité de la société à sauvegarder, valoriser et transmettre ses valeurs et ses coutumes
	17. Gest_Risq	Systèmes de gestion des risques	Dispositifs par lesquels les acteurs se prémunissent individuellement et collectivement contre les risques (environnement, économie, politique et social)
Technique	18. Tech_Agr	Technologie agricole	Nature des technologies agricoles mises en œuvre (intensification, durabilité, pénibilité)
	19. Sav_Fair	Savoirs et savoir-faire	États des connaissances et compétences des acteurs locaux par rapport à leur environnement comme source d'activités (y compris entrepreneuriale)
	20. App_Tech	Appui technique	Accessibilité d'offres d'appui technique à l'activité économique à l'échelle locale (région de Ségou)
	21. Prod_Agr	Systèmes de production agricole	Formes d'agriculture pratiquées sur le territoire
	22. Rech_Agr	Recherche agricole	Capacité du système de recherche local à répondre aux enjeux du développement territorial
	23. Am_Parc	Aménagement Parcelle	Capacité des agriculteurs à réaliser des investissements productifs sur leurs parcelles

Economique	24. Disp_Fonc	Disponibilité foncière	Possibilité d'accéder aux ressources foncières locales pour différents acteurs socio-économiques
	25. Pot_Min	Potentiel minier	État de l'exploitation des ressources minières du territoire par différents types d'acteurs économiques
	26. Inf_Com	Infrastructure de communication	Etat des systèmes de communication (routes, pistes, navigation....) Et télécommunications sur l'ensemble de la région
	27. M_Marche	Mise en marché	Possibilité de mettre en marché les produits de la région de Ségou sur différents types de marché
	28. Val_Prod_P	Mise en valeur des productions primaires	État des infrastructures locales de transformation des productions agricoles
	29. Chain_Val	Chaine de valeur	Nature de la participation des différents acteurs dans les chaines de valeur/filières
	30. Res_Tour	Mise en valeur des ressources touristiques	État des infrastructures locales et de l'investissement dans le secteur du tourisme local
	31. Pot_Ind	Mise en valeur du potentiel industriel	État des infrastructures locales et de l'investissement dans le secteur industriel local
	32. Emp_Loc	Emploi local	Situation de l'emploi de la population au niveau local (chômage, secteur d'activité)
	33. Att_Terr	Attractivité du territoire	Capacité du territoire de Ségou à attirer l'implantation de facteurs de production (capital, main-d'œuvre...), d'habitants ou de touristes
	34. Att_Int	Attractivité interne	Capacité des différentes zones de Ségou à attirer l'implantation de facteurs de production (capital, main-d'œuvre...), d'habitants ou de touristes
	35. Sect_Inf	Secteur informel	La place du secteur informel dans la société à Ségou (économie, emploi, etc. ;
Environnemental	36. Cred_Agr	Crédit Agricole	Accès des producteurs à des financements de leurs activités
	37. Ress_Eau	Accès aux ressources en eau	Possibilité d'utiliser les ressources en eau pour satisfaire des besoins de consommation des ménages et des entreprises
	38. Energie	Energie	Possibilité physique et économique pour les ménages et les entreprises d'accéder à des sources d'énergie
	39. Biom_Veg	Biomasse végétale	État de la couverture végétale (culture, forêts)
	40. Biodiv	Bio-diversité	Etat de la diversité biologique de la faune et de la flore naturelles et cultivées
	41. Ter_Cult	Terres cultivables	Etat et qualité des sols agricoles
Politique	42. Hyg_Ass	Hygiène et assainissement	Capacités des infrastructures et des modes de gestion à assurer un meilleur cadre de vie collectif.
	43. Dev_Loc	Orientation du développement économique local	Priorités d'action et d'investissement portées par les pouvoirs publics locaux pour le développement de Ségou
	44. Gouv_Terr	Gouvernance territoriale	Attitude des pouvoirs publics dans la mise en œuvre des politiques et programmes locaux en relation avec les autres acteurs de la société et entre les différents niveaux de collectivités
	45. Fin_Pub	Financement public	Disponibilité des ressources financières publiques pour la mise en place des politiques locales
	46. Decentr	Décentralisation	Etat de la mise en œuvre des compétences et des leviers financiers par les collectivités territoriales
	47. Clim_Inv	Climat pour l'investissement productif	Nature de l'environnement local créé par les pouvoirs publics en matière d'investissement
	48. Pol_Agr	Politique agricole	Priorités d'action et d'investissement portées par les pouvoirs publics en matière de développement agricole à l'échelle régionale

✓ Session 3 : Identification des forces motrices

L'analyse structurelle des influences mutuelles, directes et indirectes, entre ces 48 variables (à travers la question : cette variable X influence-t-elle directement la variable A, B, C, ... ?) a permis de les positionner en fonction de leur degré d'influence et de dépendance sur les autres variables du système prospectif. Cela a permis l'identification des forces pouvant être considérées comme motrices (les plus influentes de manière directe et indirecte, et moins dépendantes) de l'avenir de Ségou (Annexe 3).

Les participants se sont accordés pour retenir huit forces motrices (telles que définies précédemment) : **sécurité, potentiel minier, infrastructures de communication, secteur informel, énergie, orientation du développement local, gouvernance territoriale, financement public.**

✓ Session 4 : Etats du futur des forces motrices

Pour chaque force motrice, les participants ont identifié et discuté des états futurs pour Ségou en 2035, qui sont autant d'hypothèses d'évolutions plausibles. Il leur a été demandé d'envisager le souhaitable, le non souhaitable et des options d'évolution en rupture avec les tendances observées actuellement. Les résultats ont été mis en forme dans un tableau des états des variables (Annexe 4).

Comme les scénarios sont construits sur la base d'une combinaison d'états du futur de toutes ces variables motrices, une liste des états mutuellement incompatibles a été dressée (Annexe 5). Cette étape, nécessaire pour identifier des scénarios cohérents et plausibles, a été réalisée par l'équipe de facilitation. Idéalement cette liste devrait être discutée avec les participants, mais cela n'a pas été possible par manque de temps. Elle a ensuite été introduite dans un logiciel permettant de vérifier la cohérence des scénarios au fur et à mesure que ceux-ci étaient produits.

✓ Session 5 : Co-élaboration des scénarios

Il a été demandé aux participants d'élaborer des trames (ou synopsis) de scénarios mutuellement contrastés et mutuellement incompatibles sur la base de combinaisons d'états futurs des forces motrices identifiées. Huit scénarios ont été identifiés. Ils sont présentés de façon succincte ci-dessous et de manière plus détaillée en Annexe 6. Les deux premiers synopsis correspondent à des scénarios considérés comme plutôt positifs.

- « **Ségou mara kèra Ségoukaw sago ye / Vive Ségou** » *A1B1C1D1E1F1G1H1*
Sécurité assurée, gouvernance inclusive, désenclavement, ressources minières partagées, fiscalité efficace, absorption du secteur informel, énergie pour tous, priorité à la PME en agriculture et ailleurs
- « **Ségou y'a yèrè sôrô / Made in Ségou** » *A1B2C1D1E4F3G1H1*
Sécurité assurée, gouvernance inclusive, désenclavement, pas de ressources minières, fiscalité efficace, absorption du secteur informel, ouverture de l'énergie, priorité à l'agro-industrie et l'artisanat local.
- « **Ségou t'a yèrè bolo, une économie extravertie** » *A3B4C3D4E6F3G3H3*
Sécurité sous contrôle, gouvernance détournée, désenclavement inégal, ressources minières capturées par l'Etat, financement privé, informel actif, ouverture de l'énergie, échanges culturels.

- « **Chacun pour soi / Bèè b'i yèrè ye/** » A2B3C2D4E2F2G3H3
Insécurité, anarchie minière, enclavement, règne de l'informel, politique du chacun pour soi, gouvernance détournée, financement privé, accès à l'énergie limité.
- « **Il ne reste plus rien** » A2B2C2D2E2F2G2H2
(Scénario pouvant s'inscrire dans la continuité du précédent). Insécurité, pas de ressources minières, enclavement, règne de l'informel, politique du chacun pour soi, gouvernance du chacun pour soi, pas de financement, accès à l'énergie limité.
- « **Sauvons ce qui peut l'être** » A4B3C2D4E2F2G5H2
Sécurité chaotique, anarchie minière, enclavement, règne de l'informel, politique du chacun pour soi, gouvernance localisée, financement inefficace, accès à l'énergie limité.
- « **On fait comme on peut, Ségou tangué** » A4B2C3D4E3F3G5H3
Sécurité chaotique, pas de ressources minières, désenclavement des villes, règne de l'informel, politique du chacun pour soi, gouvernance localisée, financement privé, ouverture de l'énergie.
- « **La mosaïque sociale, économique et politique** » A3B5C3D4E5F3G5H3
Sécurité sous contrôle extérieur, ressources minières localisées, désenclavement des villes, règne de l'informel, priorité aux grands aménagements, gouvernance localisée, financement privé, ouverture de l'énergie.

3.3 Discussion des résultats, mise en perspective

Les résultats de l'atelier ne sont pas limités à la production des synopsis de scénarios. La démarche prospective devant être perçue comme un processus, les échanges et travaux réalisés tout au long de l'atelier ont ainsi permis d'enrichir de manière significative le diagnostic territorial et la compréhension des évolutions à l'œuvre sur le territoire.

Les scénarios produits représentent principalement des ruptures dans l'évolution de la région de Ségou par rapport à la situation basée sur l'analyse diagnostic de Ségou. En effet, aujourd'hui :

- **La situation sécuritaire** est incertaine et entraîne déjà des arrivées de migrants dans et autour des périmètres irrigués ;
- **Le potentiel minier** n'est pas exploité et les recherches n'ont pas donné de résultats probants mis à part des « suspicions » de pétrole à Nampala ;
- **Les infrastructures de communication** sont jugées en amélioration mais loin de satisfaire les besoins, notamment en termes de connexion à l'internet ;
- **Le secteur informel** domine dans de nombreuses filières, en particulier dans l'artisanat ;
- **L'accès à l'énergie** constitue un immense chantier et si les taux de raccordement restent faibles, on assiste à la poursuite de l'interconnexion régionale (des entreprises après les ménages), et au développement de nombreuses solutions complémentaires au niveau des villages, voire de quartiers ;
- **Les orientations pour le développement économique local** proviennent des actions de bailleurs (qui ne sont pas de fait dans la Région) qui portent en priorité sur les infrastructures de santé et, pour l'économie, l'Office du Niger, sur les périmètres déjà aménagés mais qui pourraient produire davantage et ses réserves de foncier. Le tourisme via le festival du Niger est à signaler, ainsi que des initiatives, bien plus timides, sur le ciblage de quelques filières porteuses de l'artisanat. La Région n'a pas changé foncièrement de modèle économique depuis des décennies ; les secteurs secondaires et tertiaires sont embryonnaires et c'est

l'agriculture, par les gains de productivité obtenus à l'ON, mais surtout par l'étalement et la multiplication du nombre d'exploitations agricoles (5% par an sur les 10 dernières années), qui fournit de l'emploi. Cela renvoie à un fort questionnement sur la disponibilité en terre et sur les alternatives crédible au riz ;

- **La gouvernance territoriale** reste à améliorer comme en témoignent les rapports SAFIC au niveau des cercles à propos de la grande difficulté qu'a l'administration déconcentrée pour réaliser correctement les fonctions qui lui sont confiées ; les raisons sont financières mais surtout humaines ;
- **Les financements publics** sont très largement insuffisants par rapport aux besoins.

Alors que les attentes des participants portent essentiellement sur une évolution agricole de Ségou réduisant l'insécurité alimentaire locale et une insertion sur les marchés locaux, de Bamako, sous-régionaux, régionaux voire internationaux, les dimensions spécifiquement liées aux forces de changement liées à l'agriculture (systèmes de production, technologie agricole, recherche agricole, politique agricole) ne sont pas apparues comme des forces motrices, même si la variable « Crédit agricole » en était très proche.

La variable portant sur les orientations du développement économique apparaît comme celle qui structurerait le plus l'avenir de Ségou. Ce résultat indique une perception que les capacités à opérer des choix et à les mettre en œuvre sont primordiaux pour que les collectivités territoriales parviennent à générer le développement de Ségou.

La présence de la variable « **potentiel minier** » reflète une rupture en résonnance avec la capacité que peut avoir une telle variable dans la structuration du développement d'une région. Elle est aussi à mettre en relation avec de récentes hypothèses sur l'existence de ce potentiel à Ségou. La question sécuritaire est également très structurante.

La place de l'agriculture dans le scénario « *Ségou mara kèra Ségoukaw sago ye / Vive Ségou* » a initié une discussion sur l'intensification et la dégradation de l'environnement (produits chimiques, déforestation) et la question de l'eau et des potentialités agricoles de la région hors ON. Le changement climatique a été internalisé sous la forme du comportement humain et de son impact sur l'avancée du désert liée au changement climatique.

Le potentiel touristique n'est pas ressorti directement même s'il est un peu pris en compte dans le scénario « *Ségou t'a yèrè bolo, une économie extravertie* ».

Les liens entre les scénarios et les espoirs et inquiétudes exprimés lors de la première journée, sont reportés dans le tableau 2. Il ressort des scénarios « positifs » la réalisation des espoirs des participants sur le développement de Ségou à travers soit une insertion de la région dans des marchés par son agriculture familiale et son artisanat, soit par la création d'un marché porteur « *Ségou y'a yèrè sôrô / Made in Ségou* » basé sur la transformation des produits locaux (agriculture et artisanat).

Tableau 2 : Liens entre quelques scénarios et les espoirs et inquiétudes

Scénarios	Inquiétudes	Espoirs	Agriculture
Ségou mara kèra Ségoukaw sago ye / Vive Ségou		Tous les espoirs sont réalisés avec un centrage sur l'agriculture familiale et l'artisanat	Familiale multifonctionnelle
Ségou y'a yèrè sôrô / Made in Ségou		Tous les espoirs sont réalisés avec un centrage sur l'agro-industrie et la transformation locale	Familiale et PME à vocation marchande
Ségou t'a yèrè bolo, une économie extravertie	Insécurité résiduelle, insécurité alimentaire pour les exclus du secteur minier, désertification limitée par les énergies renouvelables, risques liés au secteur minier	Sécurité globale, Prospérité limitée (mines, culture)	Familiale auto-suffisance et intensive pour servir le mineur
Chacun pour soi / Bèè b'i yèrè ye	Insécurité, enclavement hors zones minières, division sociale	Exploitation minière mais profite à acteurs extérieurs, électrification mais partielle.	Familiale autosuffisance
Il ne reste plus rien	Toutes les inquiétudes sont concrétisées	Les dernières opportunités disparaissent	Familiale autosuffisance
Sauve qui peut	Sécurité assurée de façon sporadique, dégradation de l'environnement, corruption	Un peu de capital humain dans l'informel prenant en charge la situation localement	Familiale à petite échelle pour le local
On fait comme on peut, Ségou tangué	Sécurité fragile et localisée, inégalités, corruption	Réhabilitation partielle de la culture locale, électrification, financement par la diaspora	Familiale et petites entreprises pour l'approvisionnement des villes
La mosaïque sociale, économique et politique	Insécurité résiduelle, inégalités, division sociale, risques environnementaux localisés	Mini pôles agro-industriels, autosuffisance alimentaire limitée, faible puissance économique, électrification inégale	Agro-industrielle pour export et péri-urbaine

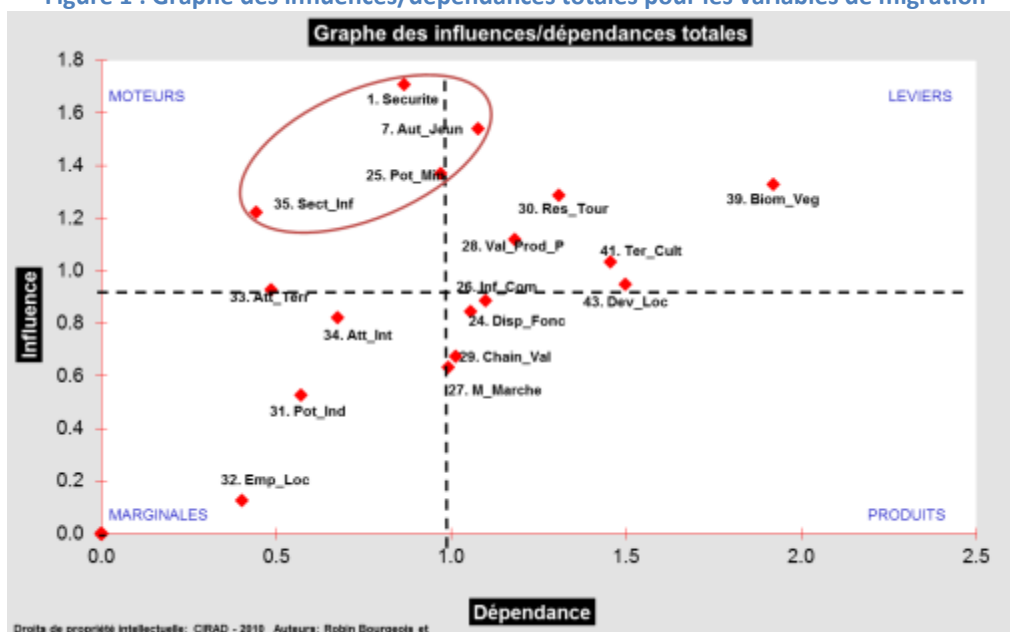
La discussion des scénarios entre participants a amené les réflexions suivantes :

- « *Ségou y'a yèrè sôrô / Made in Ségou* » représente le scénario préféré par un grand nombre.
- La situation actuelle emprunte des éléments des scénarios « *La mosaïque sociale, économique et politique* », « *Sauve qui peut* » et « *On fait comme on peut, Ségou tangué* », qui sans être les pires scénarios (cf « *Il ne reste rien* ») sont des scénarios pas ou peu souhaités. Cela interpelle les participants car l'avenir de Ségou semble aujourd'hui plutôt tiré par des scénarios peu appréciés soulevant la question : que peut on faire ?

Il est également possible d'utiliser les résultats de la matrice des influences/dépendances pour approfondir la réflexion sur diverses thématiques. Par exemple sur la question des migrations, la matrice révèle que les deux variables migratoires (migrations internes et migrations externes) sont influencées par les forces suivantes⁴ : (1) *Sécurité*, (7) *Niveau d'autonomie des jeunes*, (24) *Disponibilité foncière*, (25) *Potentiel minier*, (26) *Infrastructure de communication*, (27) *Mise en marché*, (28) *Mise en valeur des productions primaires*, (29) *Chaine de valeur*, (30) *Mise en valeur des ressources touristiques*, (31) *Mise en valeur du potentiel industriel*, (32) *Emploi local*, (33) *Attractivité du territoire*, (34) *Attractivité interne*, (35) *Secteur informel*, (39) *Biomasse végétale*, (41) *Terres cultivables* et (43) *Orientation du développement économique local*.

⁴ Les numéros permettent de faire le lien avec les noms abrégés des variables sur le graphique.

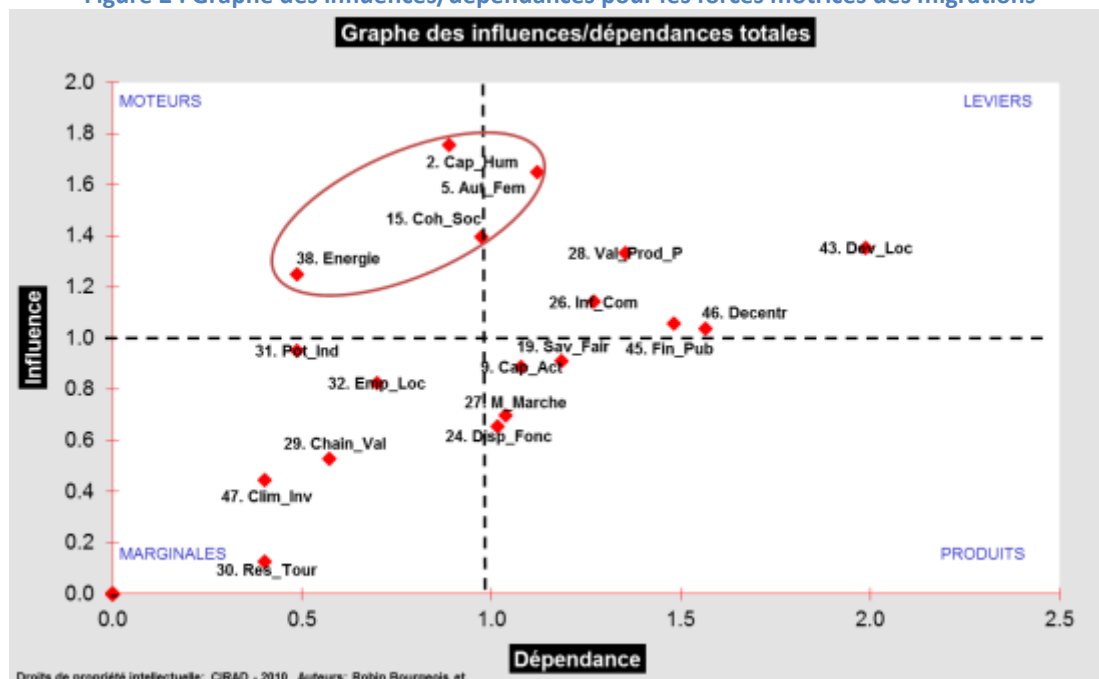
Figure 1 : Graphe des influences/dépendances totales pour les variables de migration



Ces forces constituent un système d'influences directes sur les mobilités qui peut être structuré en utilisant leurs influences mutuelles identifiées dans la matrice. Le résultat présenté dans la figure 1 indique que quatre forces sont motrices de ce système : (1) *Sécurité*, (7) *Niveau d'autonomie des jeunes*, (25) *Potentiel minier*, et (35) *Secteur informel*.

Ces quatre forces sont elles-mêmes influencées par un système de 17 variables principales (au sens où l'on ne retient que celles qui influencent au moins deux des quatre variables précédentes). Une analyse structurelle de ce système (voir figure 2) permet d'identifier quatre forces motrices indirectes : (2) *Capital humain*, (5) *Niveau d'autonomie des femmes*, (15) *Cohésion sociale* et (38) *Energie*. La variable (43) *Orientation du développement économique local* joue elle un rôle de levier, d'amplification.

Figure 2 : Graphe des influences/dépendances pour les forces motrices des migrations



Ces résultats permettent d'identifier par quels leviers il serait possible d'agir sur le sens et l'intensité des flux migratoires internes et externes. Les variables motrices à long terme du sens et de l'intensité des migrations sont la capacité des acteurs locaux à vivre et agir ensemble à Ségou, à agir en tant qu'acteurs du développement durable notamment la capacité des femmes à jouer un rôle dans le développement économique et la possibilité physique et économique pour les ménages et les entreprises d'accéder à des sources d'énergie. Ces quatre forces motrices opèrent par l'intermédiaire de quatre autres forces qui sont à leur tour autant de leviers sur lesquels il est possible d'agir directement ou indirectement : l'état de la sécurité des biens et des personnes dans le territoire, le niveau d'autonomie des jeunes, la réalisation d'un potentiel minier et la place du secteur informel. Cela signifie que la contribution des mobilités à l'évolution de la démographie de Ségou et notamment le maintien d'une population active, force de développement, peut être orientée par des actions à l'échelle des capacités individuelles et collectives (jeunes, femmes, acteurs locaux), par le renforcement de la sécurité et la cohésion sociale et la possibilité de soutenir un développement par l'accès à l'énergie. Le potentiel minier apparaît comme un signal faible pouvant jouer un rôle inattendu. Enfin dans deux registres différents l'état du couvert végétal d'une part, et les priorités d'action et d'investissement portées par les pouvoirs publics locaux d'autre part, ont des effets d'amplification.

Cette discussion est seulement un exemple pour illustrer la richesse de l'analyse produite lors de l'atelier à travers l'analyse structurelle.

4. Poursuite de l'étude et suites envisagées à l'atelier

L'atelier est une étape importante de la méthodologie mise en œuvre dans le cadre de l'étude. Les résultats obtenus (les forces motrices identifiées, les scénarios construits, la matrice d'analyse structurelle) seront mis en perspective avec le diagnostic rétrospectif, et avec les projections notamment démographiques afin que l'ensemble de ces éléments soient intégrés de manière cohérente dans le produit final.

Cette mise en perspective, entre scénarios construits de manière participative sur la base d'une approche systémique qualitative et une approche quantitative plus classique des évolutions, doit permettre de proposer une analyse prospective sur le territoire de Ségou plus facile à partager et à utiliser, car dotée d'une composante importante issue de l'analyse des acteurs eux-mêmes. L'objectif est bien de produire une « base » sur laquelle pourraient s'appuyer les décideurs, les politiques et tous les acteurs du développement de la région (société civile mais aussi institutions de recherche, de formation et de développement), comme un outil évolutif pour le dialogue et l'élaboration des orientations de développement.

L'ensemble des composantes de cette étude sont rassemblées dans (i) un rapport final synthétique qui fait le point sur la méthodologie adoptée et qui intègre une synthèse par terrain d'étude, Mali et Madagascar, et (ii) des rapports pays plus détaillés, diffusés avec des fichiers de données. Des réunions de restitution seront organisées en février 2016 pour partager et discuter les résultats de ces rapports.

Annexe 1. Programme de l'atelier

	Horaire et thème	Activité	Produit
8 juin	08h30-09h45: Introduction	<input type="checkbox"/> Introduction de l'atelier <input type="checkbox"/> Présentation du projet et du rôle de la prospective (Benoit) et des activités réalisées (Mamy) <input type="checkbox"/> Présentation du déroulé de l'atelier (R. Bourgeois)	Information des participants Une règle de décision claire
	09h45-12h30: Forces de changement	<input type="checkbox"/> Le système étudié : Ségou en 2035 <input type="checkbox"/> Que dois-je craindre ; Que dois-je espérer; Ce qui est important et présentation des participants <input type="checkbox"/> Les forces de changement, présentation des résultats du diagnostic et première réflexion	Inquiétudes et espoirs identifiés Connaissance mutuelle des participants
	Déjeuner		
	13h30-17h30: Forces de changement	<input type="checkbox"/> Sélection des forces de changement internes et externes <input type="checkbox"/> Clarification des définitions	Liste des variables internes et externes Définition claire de toutes les variables
	17h30-18h00: Préparation jour 2	<input type="checkbox"/> La notion d'influences mutuelles	Information des participants
9 juin	08h30-12h30: influences mutuelles	<input type="checkbox"/> Analyse structurelle	Avancement de la matrice
	Déjeuner		
	13h30-18h00: influences mutuelles	<input type="checkbox"/> Analyse structurelle	Avancement de la matrice
10 juin	08h30-12h30: Influences mutuelles	<input type="checkbox"/> Analyse structurelle	Avancement de la matrice
	Déjeuner		
	13h30-18h00: Influences mutuelles et forces motrices	<input type="checkbox"/> Analyse structurelle <input type="checkbox"/> Lecture des graphes, des tableaux et sélection des forces motrices	Matrice des influences/dépendances Graphes et tableaux des forces motrices Liste des des forces motrices retenues
11 juin	08h30-12h30: Les états futurs	<input type="checkbox"/> Explorer les états futurs <input type="checkbox"/> Définir les états des forces motrices	Avancement du tableau des étas futurs
	Déjeuner		
	13h30-18h00: Les états futurs	<input type="checkbox"/> Explorer les états futurs <input type="checkbox"/> Définir les états des forces motrices	Tableau des étas futurs
12 juin	08h30-12h30: Les scénarios	<input type="checkbox"/> La table des variables clés et la construction de scénarios <input type="checkbox"/> Identification des scénarios	Scénarios identifiés
	Déjeuner		
	14h30-16h00: Les scénarios	<input type="checkbox"/> Rédaction des synopsis des scénarios et révision des résultats	Synopsis des scénarios identifiés Retours des participants sur l'atelier
	16h00-16h30: Clôture et suivi	<input type="checkbox"/> Information sur les suites de l'atelier (JM. Sourisseau, B Verdaux)	Accords sur les suites

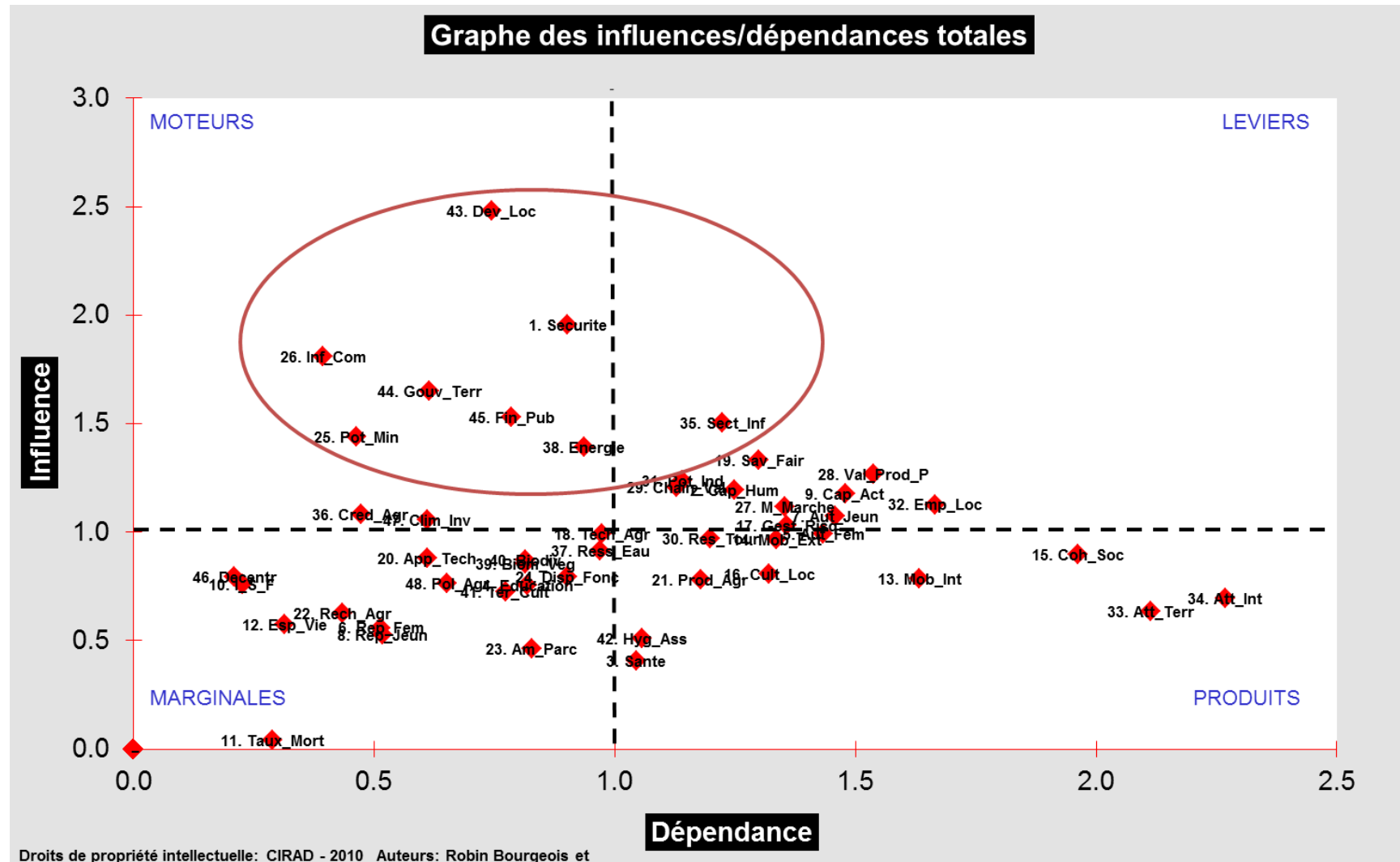
Annexe 2. Liste des participants

	Nom	Prénom	Tel	Adresse mail	Profession / Activité	Institutions / Société / Organisation
1	BAMBA	Yaya	76 22 44 55		Géologue	Conseil Régional (Elu régional / Vice-Président)
2	BELIERES	Jean-François	00 261 32 07 528 13	belieres@cirad.fr	Chercheur	CIRAD Madagascar
3	BOURGEOIS	Robin		robin.bourgeois@fao.org	Chercheur	GFAR (Global Forum on Agricultural Research) Rome
4	COULIBALY	Modibo Oumar	76 08 52 25	cdetac2@yahoo.fr	Professeur / Journaliste / Géographe	Conseiller Technique en SIG au conseil Régional de Ségou
5	COULIBALY	Baba	69 73 56 82	baba.mcoulibaly@gmail.com	Géographe	Université (professeur)
6	COULIBALY	Issa	66 77 06 01	coulibaly0708@gmail.com	Gestionnaire spécialisé en planification	Ministère de l'éducation
7	DAKOUO	Baba A.N	76 10 93 33	dakouo_baba@yahoo.fr	Exploitant agricole	AOPP régionale et nationale Chambre d'Agriculture
8	DIALLO	El Hadj Kola	79 44 77 38		Eleveur / Exploitant agricole	Président de la chambre régionale d'agriculture de Ségou
9	DIARRA	Mohamed Baba	66 52 59 26	diarramed@yahoo.fr	Chargé de gestion et comptabilité au CRCMS	Conseil Régional de la Jeunesse de Ségou
10	DOUMBIA	Karim	79 29 46 51	doumbiakarim34@yahoo.fr	Géographe	IER (stagiaire : Unité SIG)
11	DOUMBOUYA	Mamadou L	76 15 30 89	mamadouldoumbouyaaek@yahoo.fr	Juriste (spécialiste des collectivités territoriales)	Direction générale des collectivités Territoriales
12	FANE	Daouda Aba	77 28 60 29	fanedaoudaaba@yahoo.fr	Démographe	INSTAT
13	KAMATE	Cheick	66 76 22 86	cheicktouradkamate@gmail.com	Géographe + sociologue	Consultant
14	KAMATE	Pakuy	76 22 63 48	kamatepakuy@yahoo.fr	Economiste / Planificateur	Gouvernorat de Ségou
15	KONE	Ousmane	66 79 41 54	bassokone2@gmail.com	Entrepreneur en Bâtiments et Travaux Publics	Syndicat national des commerçants et détaillants du Mali

	Nom	Prénom	Tel	Adresse mail	Profession / Activité	Institutions / Société / Organisation
16	Mme BATHILY DIARRA	Aissata	76 01 88 29	diarraaissata2007@yahoo.fr	Conseillère d'enseignement supérieur	Maison de la femme
17	Mme KONE SISSOKO	Aminata	66 88 06 63	sissokoaminata50@yahoo.fr	Enseignante (retraite)	Conseillère communale, forum de la société civile
18	NIANG	Madani. M	66 72 39 72	communesegou@yahoo.fr	Conseiller municipal à la mairie Ségou	Mairie de Ségou (1 ^{er} adjoint)
19	SALL	Boubacar. Seydou	65 80 10 11	boubacarsalls@yahoo.fr bsall@anict.com	Juriste Chef Section SE/ ANICT	Agence Nationale d'Investissements des Collectivités Territoriales
20	SOUMARE	Mamy		soumare_mamy@hotmail.com	Géographe	Université (professeur) / IER
21	SOURISSEAU	Jean Michel	00 33 64 91 96 424	sourisseau@cirad.fr	Chercheur	CIRAD Montpellier
22	SOW	Boubacar	66 72 41 46	bcarsow@yahoo.fr	Ingénieur Agronome	Office du Niger (DGA)
23	TANGARA	Birama	76 32 51 45	biramat@yahoo.fr	Planificateur	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du territoire et de la Population
24	TRAORE	Modibo	76389924	traoremod@gmail.com	Statisticien	INSTAT
25	TRAORE	Souleymane	66 71 78 97	soultraml@yahoo.fr	Ingénieur d'élevage	ONGs Alphalog et Yèrèdon (Président)
26	TRAORE	Béidari	66 98 49 95	beidari56@yahoo.fr	DR en Physique	Direction Régionale de l'Energie à Ségou
27	TRAORE	Korotimi	76 38 33 13	korotimitraore@gmail.com	Artisane	Chambre Régionale des métiers de la région de Ségou
28	TRAORE	Sidiki	66 13 80 99	djiosidiki@yahoo.fr	Géographe	IER (assistant de recherche)
29	WAGUE	Boubacar	76 48 48 70	boubacarwg0@gmail.com	Ingénieur construction civile	Génie Rural
30	WAIGALO	Amadou	66 76 69 40	fedecps@yahoo.fr	Gestionnaire	Faranfasi so (Fédération d'OP / Directeur)

Annexe 3. Résultats de l'analyse structurale

Graphe des influences et dépendances directes représentant la position des forces de changement



Tables des puissances directes et indirectes pondérées

Puissance directe		Puissance indirecte	
43. Dev_Loc	3.43	43. Dev_Loc	3.55
1. Securite	2.57	26. Inf_Com	2.77
26. Inf_Com	2.45	1. Securite	2.46
44. Gouv_Terr	2.12	44. Gouv_Terr	2.23
25. Pot_Min	1.79	25. Pot_Min	2.03
35. Sect_Inf	1.74	45. Fin_Pub	1.88
45. Fin_Pub	1.63	38. Energie	1.57
19. Sav_Fair	1.42	35. Sect_Inf	1.52
36. Cred_Agr	1.39	36. Cred_Agr	1.39
31. Pot_Ind	1.16	47. Clim_Inv	1.25
2. Cap_Hum	1.16	19. Sav_Fair	1.23
29. Chain_Val	1.13	31. Pot_Ind	1.19
46. Decentr	1.13	46. Decentr	1.16
28. Val_Prod_P	1.10	29. Chain_Val	1.15
38. Energie	1.10	2. Cap_Hum	1.07
47. Clim_Inv	1.08	28. Val_Prod_P	1.05
10. I_S_F	1.08	9. Cap_Act	0.98
18. Tech_Agr	1.03	20. App_Tech	0.96
39. Biom_Veg	1.01	27. M_Marche	0.93
37. Ress_Eau	1.00	18. Tech_Agr	0.92
40. Biodiv	0.97	7. Aut_Jeun	0.84
20. App_Tech	0.96	32. Emp_Loc	0.84
27. M_Marche	0.94	40. Biodiv	0.83
4. Education	0.91	17. Gest_Risq	0.82
14. Mob_Ext	0.85	37. Ress_Eau	0.81
17. Gest_Risq	0.83	30. Res_Tour	0.80
32. Emp_Loc	0.82	39. Biom_Veg	0.80
30. Res_Tour	0.79	10. I_S_F	0.79
7. Aut_Jeun	0.78	48. Pol_Agr	0.78
9. Cap_Act	0.76	5. Aut_Fem	0.75
41. Ter_Cult	0.75	14. Mob_Ext	0.74
5. Aut_Fem	0.72	22. Rech_Agr	0.69
16. Cult_Loc	0.70	12. Esp_Vie	0.69
21. Prod_Agr	0.68	24. Disp_Fonc	0.69
12. Esp_Vie	0.68	4. Education	0.65
24. Disp_Fonc	0.64	11. Ter_Cult	0.64
15. Coh_Soc	0.58	21. Prod_Agr	0.57
22. Rech_Agr	0.53	16. Cult_Loc	0.55
13. Mob_Int	0.53	6. Rep_Fem	0.54
48. Pol_Agr	0.51	15. Coh_Soc	0.52
42. Hyg_Ass	0.48	8. Rep_Jeun	0.50
6. Rep_Fem	0.44	13. Mob_Int	0.47
8. Rep_Jeun	0.35	23. Am_Parc	0.31
23. Am_Parc	0.32	34. Att_Int	0.30
3. Sante	0.32	42. Hyg_Ass	0.30
34. Att_Int	0.31	33. Att_Terr	0.27
33. Att_Terr	0.27	3. Sante	0.20
11. Taux_Mort	0.02	11. Taux_Mort	0.01

Les forces de changement sélectionnées comme forces motrices et utilisées pour la construction des scénarios sont indiquées par le cercle rouge du graphe ci-dessus et les forces identifiées en gras dans le tableau des puissances indirectes.

Annexe 4. Les états futurs des forces motrices

Forces motrices	Etat 1	Etat 2	Etat 3	Etat 4	Etat 5
A. Sécurité	<p>En 2035, l'insécurité est un mauvais souvenir et ne constitue plus un frein au développement durable. Un cadre d'action a été mis en place (garnisons implantés tous les 80 km, agents formés au contrôle des frontières dans les localités, participation de la population). Le mouvement des biens et des personnes se fait sans risque. Chacun vaque à ses occupations. Il fait bon vivre ensemble, les investissements et l'emploi local se développent.</p>	<p>En 2035, Ségou est en danger. La région est fortement minée par la rébellion et les incursions djihadistes et de nombreux conflits ethniques qui rejettent les textes de lois et de coutumes locales. Avec la prolifération des armes, la violence et la délinquance se développent ; la population se déplace massivement vers des zones sécurisées. Les activités productives comme l'agriculture, l'élevage, commerce sont dangereusement affectées ou abandonnées.</p>	<p>En 2035, la sécurité de Ségou dépend d'initiatives étrangères (ONU, UA, CEDEAO...) qui portent un coup sérieux aux mouvements djihadistes. Mais l'insécurité résiduelle reste une préoccupation des collectivités territoriales qui s'organisent localement pour y faire face.</p>	<p>En 2035, sans dispositif sécuritaire, les populations de région de Ségou s'organisent localement pour faire face à l'insécurité en fonction de leurs moyens (sauve qui peut).</p>	

<i>Forces motrices</i>	Etat 1	Etat 2	Etat 3	Etat 4	Etat 5
<i>B. Potentiel minier</i>	<p>En 2035, le potentiel des ressources minières de Ségou s'est développé en raison des recherches effectuées. Il est exploité conformément aux règles (code minier 2035) dans une gestion partagée entre l'Etat, les collectivités territoriales et la société civile. En conséquence le secteur minier local accroît substantiellement les recettes des collectivités, crée de l'emploi, préserve l'environnement et contribue significativement au développement local. L'exploitation du sable permet de draguer le fleuve et favorise la navigation</p>	<p>En 2035, le potentiel minier de la région s'amenuise, notamment en raison d'un nouveau découpage territorial ; aucune nouvelle ressource minière n'a été découverte. Les carrières de sable et de gravier s'épuisent. La contribution du secteur des mines au développement de la région reste insignifiante</p>	<p>En 2035, la région de Ségou dispose d'un potentiel minier qui est exploité de façon anarchique par des exploitants (individus, sociétés) majoritairement extérieurs à la région, sans respect des normes, avec une faible capacité des acteurs locaux. L'exploitation minière ne profite pas aux populations locales (sauf emploi informel des jeunes) et aux collectivités. Elle est en compétition avec la production agricole irriguée (Cercle de Niono). Elle est source d'instabilité (conflits / insécurité) et conduit à une dégradation et à la destruction de l'environnement, conduisant à son arrêt.</p>	<p>En 2035, l'importance du potentiel minier va conduire l'Etat à mettre la main sur l'exploitation, la gestion et la mise en marché. Cette situation oriente les investissements dans l'industrie minière. La région est de plus en plus dépendante économiquement du secteur minier pour les emplois et des royalties reversées par l'Etat au budget des collectivités locales</p>	<p>En 2035, des ressources minières ont été découvertes dans quelques zones localisées et sont exploitées profitant aux collectivités locales (emplois formels et informels et royalties locales) avec une faible redistribution régionale qui crée des tensions entre les collectivités et populations de la région.</p>
<i>C. Infrastructure de communication</i>	<p>En 2035, la région de Ségou est entièrement désenclavée en raison d'une bonne gouvernance portée par les diverses autorités. Des réseaux routiers, fluviaux, télécommunications et internet desservent les quatre coins de la région. En agriculture comme dans d'autres domaines ils permettent d'obtenir des informations cohérentes en temps voulu (systèmes d'alerte). Ce désenclavement améliore le climat des affaires (investissement étranger) et permet le développement des liens entre zones de production et zones de consommation notamment dans l'agriculture.</p>	<p>En 2035, par manque de financement et de personnel qualifié pour la construction et la maintenance des infrastructures (destruction des voies, défaillance satellitaire, coût de matériels de communication), Ségou est enclavée. L'activité de production est inhibée, l'économie est désarticulée et le développement stagne.</p>	<p>En 2035, les infrastructures de communication et de télécommunication se sont développées autour des agglomérations les plus importantes. Sans disposition pour protéger et restaurer leurs infrastructures, les localités enclavées restent en marge du développement local, créant des frustrations au niveau des zones tenue à l'écart pouvant conduire à l'incivisme.</p>		

<i>Forces motrices</i>	Etat 1	Etat 2	Etat 3	Etat 4	Etat 5
<i>D. Secteur informel</i>	En 2035, le secteur informel a fortement diminué, notamment en raison de l'allègement des procédures et des mesures d'accompagnement prises par les Pouvoirs Publics. Les acteurs économiques et sociaux contribuent de plus en plus, à travers le système fiscal, au financement du développement mais bénéficient aussi des avantages sociaux. Le secteur formel est capable de fournir des emplois aux actifs.	En 2035, le secteur informel s'est développé. La plupart des entreprises et organisations formelles disparaissent. Les collectivités peinent à mobiliser des ressources locales pour financer le développement et le service public.	En 2035, le secteur informel est déstructuré à cause de la rigueur mise par les Autorités pour l'application des règles et règlements. Le secteur formel ne prend pas le relais. Le chômage augmente. Pour faire face, une partie de la population est contrainte de chercher ailleurs un emploi.	En 2035, le secteur informel est très développé et joue un rôle primordial dans l'économie en fournissant des emplois aux actifs. Des organisations « informelles » assurent de manière très variable, en fonction des zones, les services aux populations.	
<i>E. Orientation du développement économique local</i>	En 2035, les priorités d'action et d'investissement ont ciblé le développement des infrastructures (éducation, santé, hydraulique, irrigation) permettant le développement des exploitations agricoles familiales et des petites et moyennes entreprises de transformations agricole et de production de biens et de services. Il en résulte une création de valeur ajoutée et d'emploi, la réduction de l'insécurité alimentaire, l'augmentation de l'autosuffisance alimentaire, la mise en valeur de la zone nord de la région (irrigation et reforestation) et l'amélioration du cadre de vie des populations rurales et urbaines.	En 2035, les pouvoirs publics locaux travaillent sans boussole ni stratégie. C'est du pilotage à vue, orienté vers la satisfaction des besoins des intérêts privés. La seule question que l'on se pose c'est : « qu'est-ce que je peux gagner moi-même ». La population est livrée à elle-même.	En 2035, le secteur de l'énergie a été choisi pour servir de moteur de développement par le développement des énergies renouvelables.	En 2035, les orientations et priorité d'investissements ont ciblé le développement de la transformation locale des produits agricoles en produits finis et semi-finis (et en particulier biologiques) et de la production artisanale avec un label de certification de la provenance de la région de Ségou, internationalement reconnu.	E.5 En 2035, la priorité est donnée à la promotion de l'agriculture dans la zone Office du Niger et la transformation agricole à Ségou créant ainsi des inégalités entre les territoires de la région avec des flux migratoires. E.6. En 2035, les pouvoirs publics investissent massivement dans l'organisation de rencontres d'échanges culturels pour la promotion de la région de Ségou pour attirer des visiteurs intéressés par le patrimoine culturel de la région.

<i>Forces motrices</i>	Etat 1	Etat 2	Etat 3	Etat 4	Etat 5
<i>F. Energie</i>	En 2035, la grande majorité de la population et des entreprises a accès à une énergie à un prix abordable et un service de qualité. Les infrastructures énergétiques ont été améliorées et les sources d'énergie ont été diversifiées (énergies renouvelables) grâce à des investissements et des mesures incitatives pour les ménages et les entreprises. La dépendance énergétique de la région reste faible. Le recours à la consommation de bois énergie a fortement diminué.	En 2035, faible accès des ménages et des entreprises à l'énergie, pour des raisons économiques suite au cours élevé du pétrole, pour des raisons techniques à cause de la vétusté des infrastructures et de la défaillance du schéma d'approvisionnement. Les énergies renouvelables restent très insuffisantes pour pallier la crise. La région entre en récession économique. Les ménages se tournent vers le bois énergie.	En 2035, le secteur de l'énergie s'est totalement ouvert à tout opérateur d'énergie renouvelable. L'accès et l'approvisionnement en énergie est assuré par l'éolien, le solaire, l'hydraulique, ... Les entreprises et les ménages, développent individuellement ou collectivement des réseaux de production et distribution d'énergie.		
<i>G. Gouvernance territoriale</i>	En 2035, Ségou jouit d'une bonne gouvernance basée sur un diagnostic régulier impliquant tous les acteurs et voulu par la société civile. Des mécanismes appropriés de gestion des affaires locales caractérisés par l'observance stricte des principes de transparence, d'équité et de redevabilité sont mis en place. Cette dynamique fait de Ségou une région fonctionnelle avec un transfert effectif des compétences et la protège contre les risques de déstabilisation et rend la vie plus agréable.	En 2035, malgré l'introduction des réformes de gouvernance, les pratiques de gouvernances sont basées sur les intérêts privés des acteurs de la décision publique (décisions prises à l'insu de la population et souvent contre ses intérêts). La corruption est totale bloquant le fonctionnement de la région par l'exclusion et la marginalisation de certains acteurs et est source d'incivisme.	En 2035, la région de Ségou est investie par des multinationales détournant les principes de gouvernance au profit de leurs intérêts.	En 2035, par ses représentants locaux, l'Etat exerce un pouvoir absolu sur le territoire permettant le développement local sur la base de relations socio-économiques pré établies.	En 2035, la répétition des conflits de compétence entre les autorités qui bloquait le développement local favorise l'émergence de systèmes de décision locaux basés sur des structures traditionnelles « réhabilitées » (structures qui ont évolué et qui se sont adaptées aux transformations du territoire).

<i>Forces motrices</i>	Etat 1	Etat 2	Etat 3	Etat 4	Etat 5
<i>H. Financement public</i>	En 2035, la mobilisation des ressources internes et externes est forte notamment avec un système fiscal efficace. Un fonds régional de développement est en place et est bien géré. Les collectivités de la région de Ségou investissent, sous le contrôle des populations locales, dans les infrastructures de développement agricole, économique, social, et sanitaire ; et dans un système de protection sociale.	En 2035, la région mobilise de moins en moins de ressources (internes et externes) pour le financement de son développement. Un système fiscal inefficace, l'incivisme, la corruption, l'insécurité et des productions agricoles et industrielles qui stagnent ne permettent pas aux collectivités de disposer de budgets significatifs. En conséquence, les programmes de développement sont réduits voire arrêtés, les infrastructures et services rendus à une population croissante, se dégradent.	En 2035, le financement du développement est porté par le secteur privé et la diaspora. Il y a privatisation de nombreux services qui permettent une amélioration de la qualité avec des risques de creusement des inégalités dans l'accès aux services.		

Annexe 5. Les incompatibilités identifiées

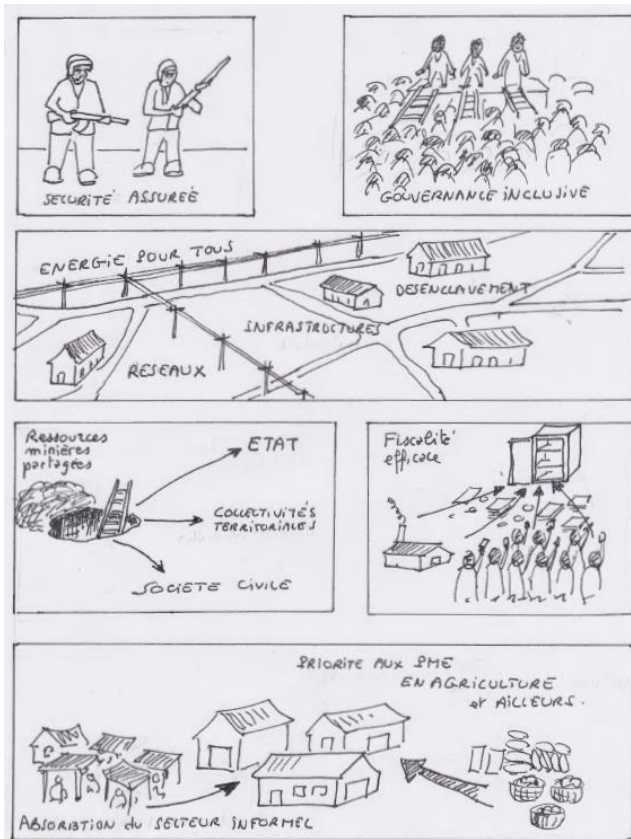
A1/B3	A4/B1	B3/C1	B5/C1	C3/D1	D3/E1	E2/F1
A1/C3	A4/B2	B3/D1	B5/E1	C3/E1	D3/E2	E2/G1
A1/D3	A4/B4	B3/D3	B5/G1	C3/E4	D3/E4	E2/G4
A1/E2	A4/C1	B3/E1	B5/G4	C3/F1	D3/F1	E2/H1
A1/F2	A4/D1	B3/E3	B5/H1	C3/F2	D3/F3	
A1/F2	A4/D3	B3/E4		C3/G1	D3/G1	E3/F2
	A4/E1	B3/E6	C1/D2	C3/G4	D3/G4	E3/G2
A2/B1	A4/E3	B3/F1	C1/D3	C3/G5	D3/G5	E3/H2
A2/C1	A4/E4	B3/G1	C1/E2	C3/H1	D3/H1	
A2/D1	A4/E6	B3/G4	C1/E5		D3/H3	E4/F2
A2/E1	A4/F1	B3/H1	C1/F2	D1/E2		E4/G2
A2/E3	A4/G1		C1/G2	D1/F2	D4/E1	E4/G3
A2/E4	A4/G4	B4/C1	C1/G5	D1/G2	D4/E4	E4/H2
A2/E6	A4/H1	B4/D2	C1/H2	D1/G5	D4/F1	
A2/F1		B4/E1	C1/H3	D1/H2	D4/G1	E5/G1
A2/G1	B1/C2	B4/E2			D4/G4	E5/G2
A2/G4	B1/D2	B4/E4	C2/D1	D2/E1	D4/H1	E5/G5
A2/H1	B1/D3	B4/E5	C2/E1	D2/E3		E5/H1
	B1/D4	B4/G1	C2/E3	D2/E4	E1/F2	
A3/C1	B1/E2	B4/G5	C2/E4	D2/F1	E1/G2	E6/H2
A3/G1	B1/F2	B4/H1	C2/E6	D2/G1	E1/G3	
A3/G4	B1/G2		C2/F1	D2/G4	E1/G5	
	B1/G3		C2/G1	D2/H1	E1/H2	
	B1/G5		C2/G4		E1/H3	
	B1/H2		C2/H1			

Cette liste présente les combinaisons d'état de variables du tableau de l'Annexe 6 qui ne peuvent être utilisées pour construire les scénarios en raison de l'incohérence que produirait la co-existence des deux états identifiés dans chaque paire. Chaque lettre correspond à une variable et chaque chiffre à un état futur de cette variable.

Annexe 6. Les scénarios identifiés

A1B1C1D1E1F1G1H1 : Ségou mara kèra Ségoukaw sago ye / Vive Ségou

Sécurité assurée, gouvernance inclusive, désenclavement, ressources minières partagées, fiscalité efficace, absorption du secteur informel, énergie pour tous, priorité à la PME en agriculture et ailleurs



En 2035, à Ségou, l'insécurité est un mauvais souvenir et ne constitue plus un frein au développement durable. Un cadre d'action a été mis en place (garnisons implantées tous les 80 km, agents formés au contrôle des frontières dans les localités, participation de la population). Le mouvement des biens et des personnes se fait sans risque. Chacun vaque à ses occupations. Il fait bon vivre ensemble, les investissements et l'emploi local se développent. Dans ce contexte apaisé, le potentiel des ressources minières de Ségou s'est développé car des gisements ont été trouvés. Ce potentiel est exploité conformément aux règles d'un code minier de 2035. Le secteur minier est géré conjointement par l'Etat, les collectivités territoriales et la société civile. En conséquence le secteur minier local accroît substantiellement les recettes des collectivités, crée de l'emploi, préserve l'environnement et contribue significativement au développement local.

La région de Ségou est entièrement désenclavée en raison d'une bonne gouvernance portée par les diverses autorités, qui ont été renforcées. Elle est basée sur un diagnostic régulier et un développement impliquant tous les acteurs et voulu par la société civile. Des mécanismes appropriés de gestion des affaires locales caractérisés par l'observance stricte des principes de transparence, d'équité et de redevabilité sont mis en place. Cette dynamique fait de Ségou une région fonctionnelle avec un transfert effectif des compétences et la protège contre les risques de déstabilisation et rend la vie plus agréable. Le développement des infrastructures (éducation, santé, hydraulique, irrigation) est une priorité d'action et d'investissement ciblant préférentiellement le développement des exploitations agricoles familiales, mais aussi des petites et moyennes entreprises de transformations agricole et de production de biens et de services. Des réseaux routiers, fluviaux, de télécommunications et internet desservent les quatre coins de la région. En agriculture comme dans d'autres domaines ces réseaux permettent d'obtenir des informations cohérentes en temps voulu et facilite les ajustements.

Ce désenclavement améliore le climat des affaires (investissement étranger) et permet le développement des liens entre zones de production et zones de consommation, notamment dans l'agriculture. La mobilisation des ressources internes et externes est forte notamment avec un système fiscal efficace. Un fonds régional de développement est mis en place et est bien géré. Les collectivités de la région de Ségou investissent, sous le contrôle des populations locales, dans les infrastructures de développement agricole, économique, social, et sanitaire. La grande majorité de la population et des entreprises a accès à une énergie à un prix abordable et un service de qualité. Les infrastructures

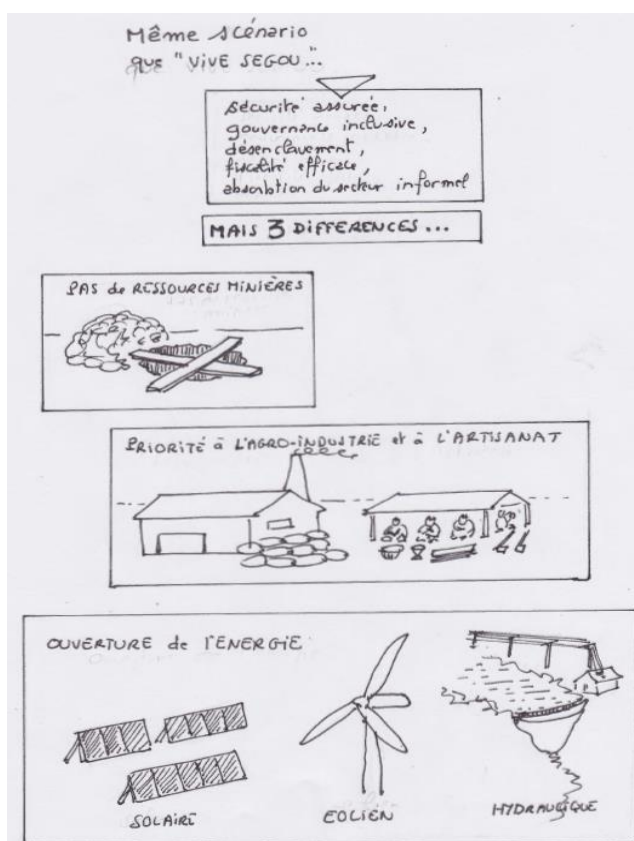
énergétiques ont été améliorées et les sources d'énergie ont été diversifiées en faveur des énergies renouvelables, grâce à des investissements et des mesures incitatives pour les ménages et les entreprises. La dépendance énergétique de la région est faible. Le recours à la consommation de bois énergie a fortement diminué.

Le système de protection sociale est efficace et le secteur informel a fortement diminué, notamment en raison de l'allègement des procédures et des mesures d'accompagnement prises par les pouvoirs publics. Les acteurs économiques et sociaux contribuent de plus en plus, à travers le système fiscal, au financement du développement mais bénéficient aussi d'avantages sociaux. Le secteur formel fournit des emplois aux actifs. Il en résulte une création de valeur ajoutée et d'emploi, la réduction de l'insécurité alimentaire, l'augmentation de l'autosuffisance alimentaire, la mise en valeur de la zone nord de la région (irrigation et reforestation) et l'amélioration du cadre de vie des populations rurales et urbaines.

A1B2C1D1E4F3G1H1: Segou y'a yèrè sôrô / Made in Ségou

Sécurité assurée, gouvernance inclusive, désenclavement, pas de ressources minières, fiscalité efficace, absorption du secteur informel, ouverture de l'énergie, priorité à l'agro-industrie et l'artisanat local.

En 2035, à Ségou, l'insécurité est un mauvais souvenir et ne constitue plus un frein au développement durable. Un cadre d'action a été mis en place (garnisons implantées tous les 80 km, agents formés au contrôle des frontières dans les localités, participation de la population). Le mouvement des biens et des personnes se fait sans risque. Chacun vaque à ses occupations. Il fait bon vivre ensemble, les investissements et l'emploi local se développent. La région de Ségou est entièrement désenclavée en raison d'une bonne gouvernance portée par les diverses autorités, qui ont été renforcées. Elle est basée sur un diagnostic régulier et un développement impliquant tous les acteurs et voulu par la société civile. Des mécanismes appropriés de gestion des affaires locales caractérisés par l'observance stricte des principes de transparence, d'équité et de redevabilité sont mis en place. Cette dynamique fait de Ségou une région fonctionnelle avec un transfert effectif des compétences et la protège contre les risques de déstabilisation et rend la vie plus agréable.



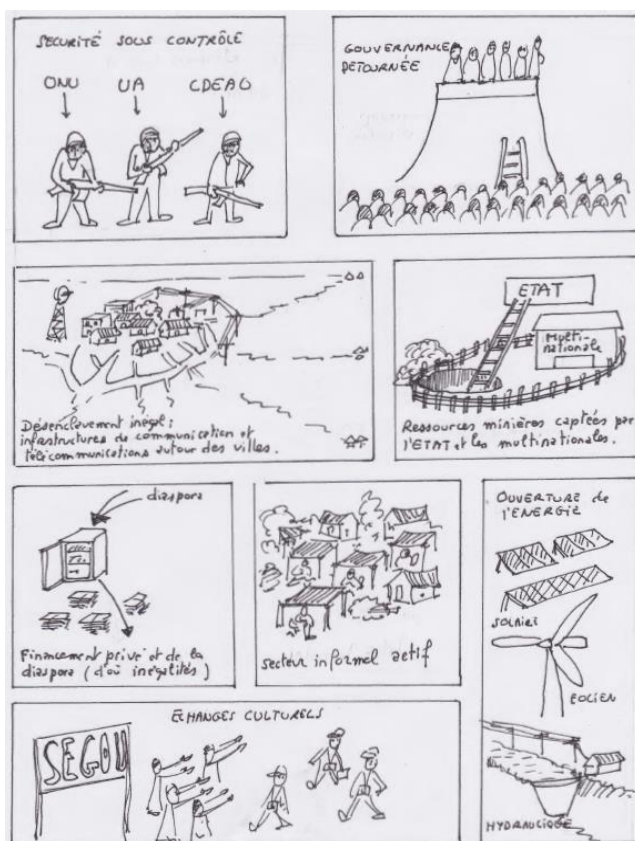
La mobilisation des ressources internes et externes est forte notamment avec un système fiscal efficace. Un fonds régional de développement est mis en place et est bien géré. Les collectivités de la région de Ségou investissent, sous le contrôle des populations locales, dans les infrastructures de développement agricole, économique, social, et sanitaire. Des réseaux routiers, fluviaux, de télécommunications et internet desservent les quatre coins de la région. En agriculture comme dans d'autres domaines ces réseaux permettent d'obtenir des informations cohérentes en temps voulu et facilite les ajustements. Ce désenclavement améliore le climat des affaires (investissement étranger)

et permet le développement des liens entre zones de production et zones de consommation, notamment dans l'agriculture. Le système de protection sociale est efficace. Le secteur informel a fortement diminué, notamment en raison de l'allègement des procédures et des mesures d'accompagnement prises par les pouvoirs publics. Les acteurs économiques et sociaux contribuent de plus en plus, à travers le système fiscal, au financement du développement mais bénéficient aussi d'avantages sociaux. Le secteur formel fournit des emplois aux actifs.

La fourniture en énergie est assurée par l'éolien, le solaire et l'hydraulique. Les entreprises et les ménages, développent individuellement ou collectivement des réseaux de production et distribution d'énergie. Mais le potentiel minier de la région s'amenuise, notamment en raison d'un nouveau découpage territorial la privant de gisements. Aucune nouvelle ressource minière n'a été découverte. Les carrières de sable et de gravier s'épuisent. La contribution du secteur des mines au développement de la région est insignifiante. En l'absence de perspectives dans les mines, les orientations et priorités d'investissements ciblent, outre l'agriculture, le développement de la transformation locale des produits agricoles en produits finis et semi-finis (en particulier biologiques), mais aussi l'artisanat local. Un label de certification de la provenance de la région de Ségou est mondialement reconnu. Le secteur de l'énergie s'est totalement ouvert à tout opérateur d'énergie renouvelable.

A3B4C3D4E6F3G3H3 : Ségou t'a yèrè bolo, une économie extravertie

Sécurité sous contrôle, gouvernance détournée, désenclavement inégal, ressources minières capturées par l'Etat, financement privé, informel actif, ouverture de l'énergie, échanges culturels.



En 2035, la sécurité de Ségou dépend d'initiatives étrangères (ONU, UA, CEDEAO...) qui portent un coup sérieux aux mouvements djihadistes. Mais l'insécurité résiduelle reste une préoccupation des collectivités territoriales qui s'organisent localement pour y faire face. Des ressources minières significatives ont été révélées et l'importance du secteur va conduire l'Etat à mettre la main sur l'exploitation, la gestion et la mise en marché. Cette situation oriente les investissements dans l'industrie minière au profit des firmes multinationales. La région est de plus en plus dépendante économiquement du secteur minier pour les emplois et des royalties reversées par les compagnies et l'Etat au budget des collectivités locales. La région de Ségou est investie par des multinationales détournant les principes de gouvernance au profit de leurs intérêts.

Les infrastructures de communication et de télécommunication ne se sont développées qu'autour des agglomérations les plus importantes. Sans disposition pour protéger et restaurer leurs infrastructures, les localités enclavées et sans ressources minières sont en marge du développement local, créant des frustrations au niveau des zones tenues à l'écart pouvant conduire à l'incivisme. Le secteur informel est très développé et joue un rôle primordial dans l'économie en fournissant des emplois aux actifs hors secteur minier. Des organisations « informelles » assurent de manière très variable, en fonction des zones, les services aux populations, créant des inégalités territoriales.

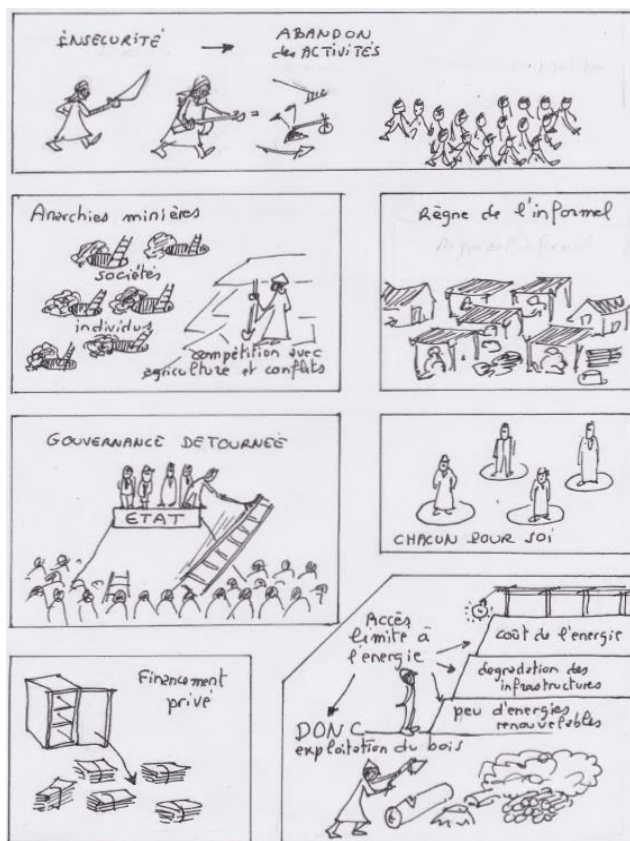
Dans ce contexte très libéral, le financement du développement est porté par le secteur privé et la diaspora. Il y a privatisation de nombreux services qui permettent une amélioration de la qualité pour ceux qui peuvent se les offrir, mais aussi des risques de creusement des inégalités territoriales. L'accès et l'approvisionnement en énergie est assuré par l'éolien, le solaire, l'hydraulique, ... Les entreprises et les ménages, développent individuellement ou collectivement des réseaux de production et de distribution d'énergie.

Conjointement au secteur primaire, les pouvoirs publics, aidés par les firmes, investissent massivement dans l'organisation de rencontres d'échanges culturels pour la promotion de la région de Ségou pour attirer des visiteurs intéressés par le patrimoine culturel de la région. Le secteur de l'énergie s'est totalement ouvert à tout opérateur d'énergie renouvelable.

A2B3C2D4E2F2G3H3 : « Chacun pour soi, bèè b'i yèrè ye »

Insécurité, anarchie minière, enclavement, règne de l'informel, politique du chacun pour soi, gouvernance détournée, financement privé, accès à l'énergie limité.

En 2035, Ségou est en danger. La région est fortement minée par la rébellion et les incursions djihadistes et de nombreux conflits ethniques qui rejettent les textes de lois et de coutumes locales. Avec la prolifération des armes, la violence et la délinquance se développent; la population se déplace massivement vers des zones sécurisées. Les activités productives comme l'agriculture, l'élevage, commerce sont dangereusement affectées ou abandonnées. Le potentiel minier est exploité de façon anarchique par des exploitants (individus, sociétés) majoritairement extérieurs à la région, sans respect des normes, avec une faible capacité des acteurs locaux. L'exploitation minière ne profite pas aux populations locales (sauf emploi informel des jeunes) et aux collectivités. Elle est en compétition avec la production agricole irriguée (Cercle de Niono). Elle est source d'instabilité (conflits/insécurité) et conduit à une dégradation et à la destruction de l'environnement, conduisant à son arrêt.

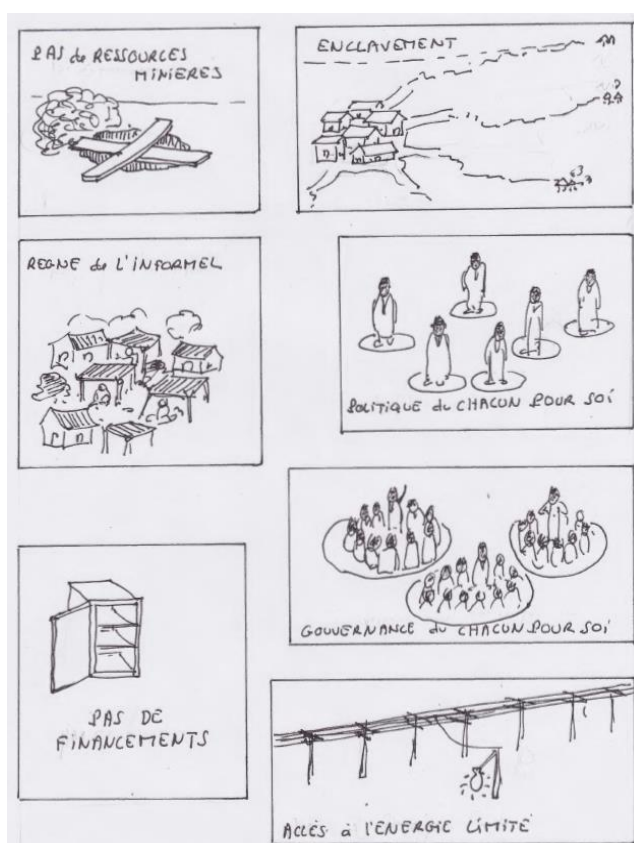


En raison de la situation sécuritaire et du manque de financement et de personnel qualifié pour la construction et la maintenance des infrastructures (destruction des voies, défaillance satellitaire, coût de matériels de communication), Ségou est enclavée. L'activité de production est inhibée, l'économie est désarticulée et le développement stagne. Le secteur informel est très développé et joue un rôle primordial dans l'économie en fournissant des emplois aux actifs. Des organisations « informelles » assurent de manière très variable, en fonction des zones, les services aux populations. Les pouvoirs publics locaux travaillent sans boussole ni stratégie. Le pilotage à vue règne, orienté vers la satisfaction des besoins des intérêts privés. La seule question que l'on se pose c'est : « qu'est-ce que je peux gagner moi-même ». La population est livrée à elle-même.

Les ménages et entreprises ont un faible accès à l'énergie pour des raisons économiques suite au cours élevé du pétrole, à la dégradation et la vétusté des infrastructures et de la défaillance du schéma d'approvisionnement. Les énergies renouvelables restent très insuffisantes pour pallier la crise. La région entre en récession économique. Les ménages se tournent vers le bois énergie détruisant le couvert forestier. Des multinationales investissent la région détournant les principes de gouvernance au profit leurs intérêts. Le financement du développement est porté par le secteur privé et la diaspora. Il y a privatisation de nombreux services qui permettent une amélioration de la qualité avec des risques de creusement des inégalités dans l'accès.

A2B2C2D2E2F2G2H2 : « Il ne reste plus rien »

Insécurité, pas de ressources minières, enclavement, règne de l'informel, politique du chacun pour soi, gouvernance du chacun pour soi, pas de financement, accès à l'énergie limité.



En 2035, Ségou est en danger. La région est fortement minée par la rébellion et les incursions djihadistes et de nombreux conflits ethniques qui rejettent les textes de lois et de coutumes locales. Avec la prolifération des armes, la violence et la délinquance se développent; la population se déplace massivement vers des zones sécurisées. Les activités productives comme l'agriculture, l'élevage, le commerce sont dangereusement affectées ou abandonnées. Le potentiel minier de la région s'amenuise, notamment en raison d'un nouveau découpage territorial ; aucune nouvelle ressource minière n'a été découverte. Les carrières de sable et de gravier s'épuisent. La contribution du secteur des mines au développement de la région reste insignifiante.

Du fait de la situation sécuritaire et du manque de financement et de personnel qualifié pour la construction et la maintenance des infrastructures (destruction des voies, défaillance satellitaire, coût de matériels de

communication), Ségou est enclavée. L'activité de production est inhibée, l'économie est désarticulée et le développement stagne. Le secteur informel s'est développé. La plupart des entreprises et organisations formelles ont disparu. Les collectivités peinent à mobiliser des ressources locales pour financer le développement et le service public. Les pouvoirs publics locaux travaillent sans boussole ni stratégie. Malgré les tentatives d'introduction des réformes de gouvernance, la gouvernance est basée sur les intérêts privés des acteurs de la décision publique (décisions prises à l'insu de la population et souvent contre ses intérêts). La corruption est totale bloquant le fonctionnement de la région par l'exclusion et la marginalisation de certains acteurs et est source d'incivisme. C'est du pilotage à vue, orienté vers la satisfaction des besoins des intérêts privés. La seule question que l'on se pose c'est : «qu'est-ce que je peux gagner moi-même». La population est livrée à elle-même.

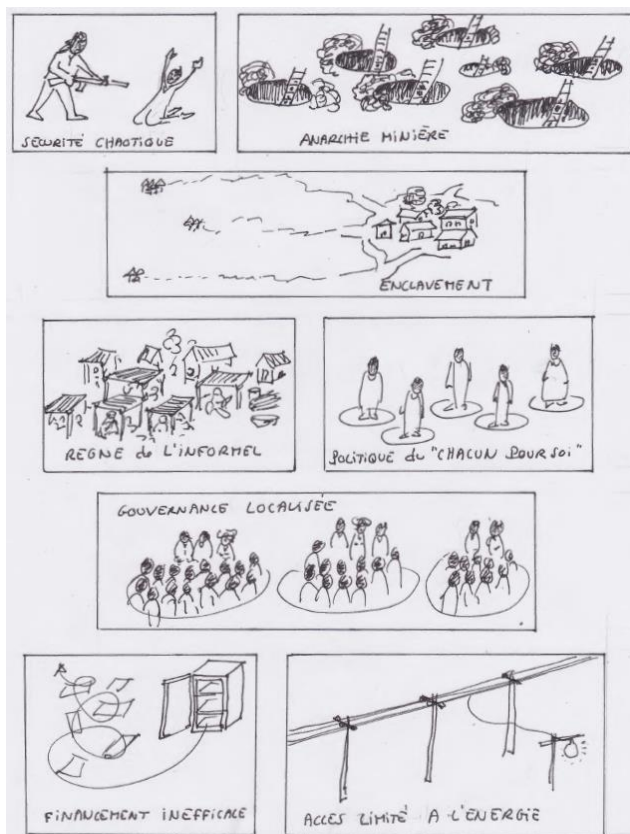
Les entreprises et les ménages ont un faible accès à l'énergie, pour des raisons économiques suite au cours élevé du pétrole, à cause de la dégradation des infrastructures et de la défaillance du schéma d'approvisionnement. Les énergies renouvelables restent très insuffisantes pour pallier la crise. La région entre en récession économique. Les ménages se tournent vers le bois énergie augmentant la

déforestation. La région mobilise de moins en moins de ressources (internes et externes) pour le financement de son développement. Un système fiscal inefficace, l'incivisme, la corruption, l'insécurité et des productions agricoles et industrielles qui stagnent ne permettent pas aux collectivités de disposer de budgets significatifs. En conséquence, les programmes de développement sont réduits voire arrêtés, les infrastructures et services rendus à une population croissante, se dégradent.

A4B3C2D4E2F2G5H2 : « Sauve qui peut »

Sécurité chaotique, anarchie minière, enclavement, règne de l'informel, politique du chacun pour soi, gouvernance localisée, financement inefficace, accès à l'énergie limité.

En 2035, le pilotage à vue règne, orienté vers la satisfaction des besoins des intérêts privés. La seule question que l'on se pose c'est : « qu'est-ce que je peux gagner moi-même ». La population est livrée à elle-même. La répétition des conflits de compétence entre les autorités qui bloquait le développement local favorise l'émergence de systèmes de décision locaux basés sur des structures traditionnelles « réhabilitées » (structures qui ont évolué et qui se sont adaptées aux transformations du territoire). La région mobilise de moins en moins de ressources (internes et externes) pour le financement de son développement. Un système fiscal inefficace, l'incivisme, la corruption, l'insécurité et des productions agricoles et industrielles qui stagnent ne permettent pas aux collectivités de disposer de budgets significatifs. En conséquence, les programmes de développement sont réduits voire arrêtés, les infrastructures et services rendus à une population croissante, se dégradent.



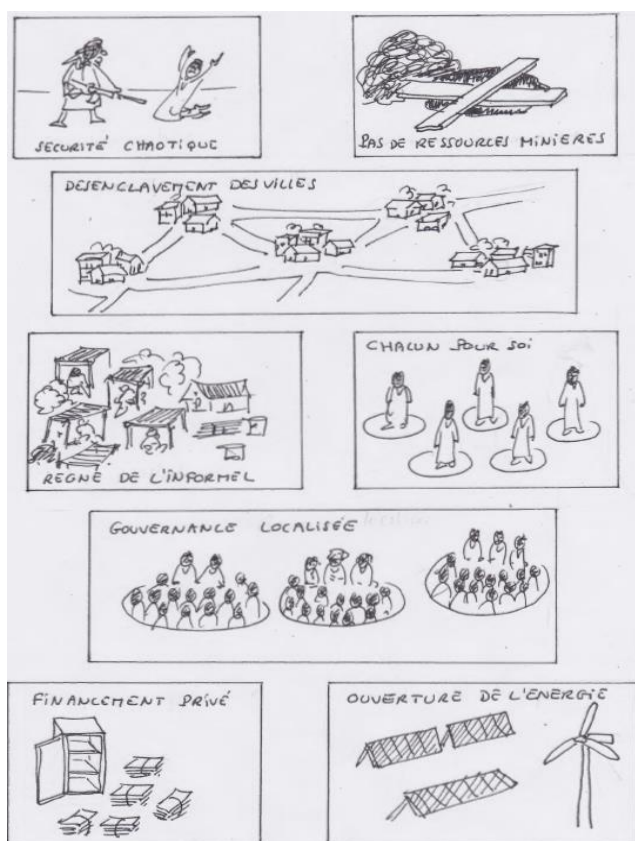
Le potentiel minier est exploité de façon anarchique par des exploitants (individus, sociétés) majoritairement extérieurs à la région, sans respect des normes, avec une faible capacité des acteurs locaux. L'exploitation minière ne profite pas aux populations locales (sauf emploi informel des jeunes) et aux collectivités. Elle est en compétition avec la production agricole irriguée (Cercle de Niono). Elle est source d'instabilité (conflits/insécurité) et conduit à une dégradation et à la destruction de l'environnement, conduisant à son arrêt. Sans dispositif sécuritaire, les populations de la région de Ségou s'organisent localement pour faire face à l'insécurité en fonction de leurs moyens (sauve qui peut). Par manque de financement et de personnel qualifié pour la construction et la maintenance des infrastructures (destruction des voies, défaillance satellitaire, coût de matériels de communication), Ségou est enclavée. L'activité de production est inhibée, l'économie est désarticulée et le développement stagne.

Le secteur informel est très développé et joue un rôle primordial dans l'économie en fournissant des emplois aux actifs. Des organisations « informelles » assurent de manière très variable, en fonction des zones, les services aux populations. Les pouvoirs publics locaux travaillent sans boussole ni stratégie. Les ménages et entreprises ont un faible accès à l'énergie, pour des raisons économiques suite au cours élevé du pétrole, pour des raisons techniques à cause de la vétusté des infrastructures et de la défaillance du schéma d'approvisionnement. Les énergies renouvelables restent très insuffisantes

pour pallier la crise. La région entre en récession économique. Les ménages se tournent vers le bois énergie.

A4B2C3D4E3F3G5H3 : « On fait comme on peut, Ségou tangué »

Sécurité chaotique, pas de ressources minières, désenclavement des villes, règne de l'informel, politique du chacun pour soi, gouvernance localisée, financement privé, ouverture de l'énergie.



En 2035, les pouvoirs publics locaux travaillent sans boussole ni stratégie. C'est du pilotage à vue, orienté vers la satisfaction des besoins des intérêts privés. La seule question que l'on se pose c'est : « qu'est-ce que je peux gagner moi-même ». La population est livrée à elle-même. La répétition des conflits de compétence entre les autorités, qui bloquent le développement local favorise l'émergence de systèmes de décision locaux basés sur des structures traditionnelles « réhabilitées » (structures qui ont évolué et qui se sont adaptées aux transformations du territoire). Sans dispositif sécuritaire, les populations de la région de Ségou s'organisent localement pour faire face à l'insécurité en fonction de leurs moyens.

Le potentiel minier de la région s'amenuise, notamment en raison d'un nouveau découpage territorial ; aucune nouvelle ressource minière n'a été découverte. Les carrières de sable et de gravier s'épuisent. La contribution du secteur des mines au développement de la région reste

insignifiante. Les infrastructures de communication et de télécommunication se sont développées autour des agglomérations les plus importantes. Sans disposition pour protéger et restaurer leurs infrastructures, les localités enclavées restent en marge du développement local, créant des frustrations au niveau des zones tenues à l'écart pouvant conduire à l'incivisme. Le secteur informel est très développé et joue un rôle primordial dans l'économie en fournissant des emplois aux actifs. Des organisations « informelles » assurent de manière très variable, en fonction des zones, les services aux populations.

Le secteur de l'énergie s'est totalement ouvert à tout opérateur d'énergie renouvelable et sert de moteur de développement. L'accès et l'approvisionnement en énergie sont assurés par l'éolien, le solaire, l'hydraulique... Les entreprises et les ménages, développent individuellement ou collectivement des réseaux de production et distribution d'énergie. Le financement du développement est porté par le secteur privé et la diaspora. Il y a privatisation de nombreux services qui permettent une amélioration de la qualité avec des risques de creusement des inégalités dans l'accès.

A3B5C3D4E5F3G5H3 : « La mosaïque sociale, économique et politique »

Sécurité sous contrôle extérieur, ressources minières localisées, désenclavement des villes, règne de l'informel, priorité aux grands aménagements de la zone ON et de Riz Ségou, gouvernance localisée, financement privé, ouverture de l'énergie.

En 2035, la sécurité de Ségou dépend d'initiatives étrangères (ONU, UA, CEDEAO...) qui portent un coup sérieux aux mouvements djihadistes. Mais l'insécurité résiduelle reste une préoccupation des collectivités territoriales qui s'organisent localement pour y faire face. La répétition des conflits de compétence entre les autorités, qui bloquent le développement local, favorise l'émergence de systèmes de décision locaux basés sur des structures traditionnelles « réhabilitées » (structures qui ont évolué et qui se sont adaptées aux transformations du territoire).

Des ressources minières ont été découvertes dans quelques zones localisées et sont exploitées profitant aux collectivités locales (emplois formels et informels et royalties locales) avec une faible redistribution régionale qui crée des tensions entre les collectivités et populations de la région. Les infrastructures de communication et de télécommunication se sont développées autour des agglomérations les plus importantes. Sans disposition pour protéger et restaurer leurs infrastructures, les localités enclavées restent en marge du développement local, créant des frustrations au niveau des zones tenues à l'écart pouvant conduire à l'incivisme.

Le secteur informel est très développé et joue un rôle primordial dans l'économie en fournissant des emplois aux actifs. Des organisations « informelles » assurent de manière très variable, en fonction des zones, les services aux populations. La priorité des investissements publics est donnée à la promotion de l'agriculture dans la zone Office du Niger et la transformation agricole à Ségou ville créant ainsi des inégalités entre les territoires de la région avec des flux migratoires.

Le financement du développement est porté par le secteur privé et la diaspora. Il y a privatisation de nombreux services qui permettent une amélioration de la qualité avec des risques de creusement des inégalités dans l'accès. Le secteur de l'énergie s'est totalement ouvert à tout opérateur d'énergie renouvelable. L'accès et l'approvisionnement en énergie sont assurés par l'éolien, le solaire, l'hydraulique... Les entreprises et les ménages développent individuellement ou collectivement des réseaux de production et de distribution d'énergie.

